

**Séance du Conseil général du 18 décembre 2006
à 19h30 à la salle polyvalente de la Fondation Gentit**

Président : M. Yann Chappatte, Président du Conseil général
Secrétaire : M. Claude Gagnebin, Secrétaire communal
Prise du procès-verbal : Mme Marlyse Jobin, employée communale

1. Appel

Conformément à l'art.18 du règlement du Conseil général, le Président souhaite la bienvenue aux Conseillers et procède à l'appel nominatif des Conseillers généraux. Les membres du Conseil général sont tous présents à la séance de ce soir qui est donc déclarée ouverte et valable. Les membres du Conseil communal sont également tous présents.

La présente séance a été convoquée :

- Par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura no 43 du 29 novembre 2006.
- Par convocation à domicile.
- Par affichage public.

L'ordre du jour est le suivant :

1. Appel
2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 30 octobre 2006
3. Communications
4. Questions orales
5. a) Prendre connaissance et discuter le rapport de la Commission de la halle
b) Discuter et approuver la variante proposée par la Commission de la halle
c) Discuter et approuver le nouveau mandat de la Commission de la halle
d) Election ou réélection des membres de la Commission de la halle
6. Accorder au Conseil communal un nouveau délai pour la réalisation de la motion de M. Daniel Hubleur (PCSI) intitulée « Couverture des frais de fonctionnement de la STEP »
7. Discuter et approuver un crédit de Fr. 80'000.00 destiné au remplacement des bancs de l'école primaire ainsi que son financement
8. Donner un préavis concernant un crédit de Fr. 370'000.00 destiné à l'acquisition d'un domaine forestier de 52 ha environ ainsi que son financement
9. a) Fixation de la quotité d'impôts et autres taxes
b) Discuter et approuver le budget de fonctionnement 2007
c) Donner connaissance du budget des investissements 2007
10. a) Election du président du Conseil général
b) Election du premier vice-président du Conseil général
c) Election du second vice-président du Conseil général
d) Election de deux scrutateurs

Personne ne souhaitant s'exprimer concernant l'ordre du jour précité, il est considéré comme accepté tacitement.

2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 30 octobre 2006

Monsieur Germain Jobin souhaite savoir si la vente avec le Groupe Franck Muller a été signée. D'autre part, une question avait été posée par Monsieur Barthoulot concernant la mise à jour du site Internet. Il lui avait été répondu qu'on ferait mieux la prochaine fois. Il semble qu'actuellement cela se soit empiré. Les citoyens des Bois ne peuvent plus participer activement aux assemblées communales et il serait judicieux qu'ils puissent s'informer correctement sur Internet. De plus, une rallonge de Fr. 3'000.00 figure au budget pour la mise à jour du site Internet.

Monsieur le Président, Yann Chappatte, relève que la remarque de Monsieur Jobin ne concerne pas la teneur du procès-verbal et que, dès lors, aucune réponse ne pourra être donnée. Le procès-verbal ne sera également pas modifié. Les questions posées pourront être débattues plus tard dans la soirée.

Aucune autre intervention n'est faite concernant le procès-verbal qui est donc considéré comme accepté.

3. Communications

a) Communication du Conseil communal

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale que le bureau communal s'excuse, car il s'est aperçu que les documents transmis sur le site Internet étaient les documents de travail du Conseil communal. Il regrette que cela se soit passé ainsi et il fera tout son possible afin d'éviter que cela se reproduise.

Un crédit de Fr. 4'100.00 a été accepté par le Conseil communal pour la suppression du mur entre le bureau du Secrétariat et la salle de l'état civil. De cette façon, les employés auront un espace plus grand pour le rangement de leurs documents.

Après de nombreuses recherches relatives aux transporteurs scolaires, seules deux personnes ont postulé pour ce poste. Après une entrevue avec le Conseil communal concernant les conditions et horaires d'engagement, ces deux personnes ont retiré leur candidature. Etant donné que les délais impartis étaient trop courts pour la recherche de nouveaux employés, le Conseil communal s'est approché des anciens conducteurs qui ont accepté de continuer leur mandat jusqu'à fin juin aux mêmes conditions qu'actuellement.

Les travaux relatifs à la réalisation des stations d'épuration du Boéchet et du Cerneux-Godat touchent à leur fin. Les deux STEPS sont en fonction, seuls quelques raccordements privés, ainsi que des travaux d'étanchéité et de finition sont encore à effectuer.

Les travaux parallèles pour le réseau d'eau du Cerneux-Godat sont également en voie de finition. Après consultation par les juristes du Groupe Franck Muller de nos conditions émises dans l'acte de vente des parcelles de l'Orée, quelques modifications ont été demandées. Sur les conseils de Maître Cattin, un nouvel acte de vente contenant les modifications demandées a pu être élaboré. Ce document vient d'être expédié au Groupe Franck Muller pour consultation. Certaines conditions demandées par l'acheteur doivent encore faire l'objet de négociations avant la ratification finale de l'acte de vente. Une séance de discussion a été fixée à mi-janvier 2007 pour clarifier la situation.

Nous sommes toujours dans l'attente d'une réponse du Canton pour le dossier de la crèche. Selon Monsieur le Ministre Hêche, l'accord du Canton devrait nous parvenir incessamment.

Le dossier de révision du plan d'aménagement avance très bien et respecte le calendrier. Un avant-projet a été envoyé au SAT (Service d'aménagement du territoire) pour consultation et prise de position. Selon le calendrier, le projet sera présenté pour consultation et information à la population à fin 2007. Le projet final passera normalement aux urnes en mai 2008.

Concernant les chemins défectueux, dans le but de relancer un projet et pour obtenir des aides financières maximales, le Conseil communal étudie actuellement les chemins de la Commune qui pourraient bénéficier de ces aides.

Dès le mois de janvier 2007, un médecin généraliste ouvrira un cabinet médical dans notre localité durant deux ou trois jours par semaine. Un tous-ménages contenant de plus amples informations sera envoyé à la population.

4. Questions orales

1) Monsieur Marcel Barthoulot

Monsieur Barthoulot regrette qu'aucun prix concernant les sapins de Noël ne figure dans le dernier tous-ménages. Plusieurs personnes ont interpellé Monsieur Barthoulot concernant ces prix. Il souhaite donc savoir s'il est possible de remédier à cette lacune.

Monsieur Daniel Kurz précise qu'il s'agit d'une regrettable erreur du triage forestier de ne pas communiquer les prix des sapins. Les prix seront indiqués dès l'année prochaine.

Monsieur Barthoulot est satisfait.

2) Monsieur Marc Bilat

Chaque fois que Monsieur Bilat circule en voiture des Bois au Boéchet, il remarque que le contour « Chez Jeune-Jean » devient de plus en plus dangereux. La route s'affaisse et quelques voitures ont déjà terminé leur course en bas du talus. Monsieur Bilat souhaite savoir si le Canton va réagir avant qu'il y ait des blessés et avant qu'un camion et des voitures aient des accidents. Monsieur Bilat demande si la Commune a déjà pris contact avec le Canton et ce que ce dernier pense faire.

Monsieur Jean-Marc Boichat précise que la Commune n'a rien fait concernant ce tronçon. Il est possible d'envoyer une lettre au Canton pour demander qu'il effectue des travaux. Quelques moindres travaux ont été faits l'année dernière. Concernant La Large-Journée, Monsieur Boichat rappelle que le Canton avait répondu que les travaux ne seraient pas effectués avant 2012. Toutefois, Monsieur Boichat propose de réitérer notre demande.

Monsieur Bilat est satisfait.

3) Monsieur Daniel Hubleur

Monsieur Hubleur signale que la plupart des Communes jurassiennes ont construit, ces dernières années, des abris en lisière de forêt appelés « cabanes forestières ». Celles-ci rencontrent un écho très favorable auprès de la population, car elles permettent des rencontres amicales et familiales. Aussi, constatant que ce genre d'infrastructure fait défaut dans notre Commune, Monsieur Hubleur trouve opportun d'étudier rapidement cette réalisation. Cette recherche devrait se faire avec la collaboration du triage forestier et de la IIème Section. Monsieur Hubleur demande au Conseil communal s'il est d'accord d'étudier rapidement cette construction.

Monsieur Daniel Kurz signale qu'un tel projet est déjà en cours de discussion.

Monsieur Hubleur est satisfait.

5. a) Prendre connaissance et discuter le rapport de la Commission de la halle
- b) Discuter et approuver la variante proposée par la Commission de la halle
- c) Discuter et approuver le nouveau mandat de la Commission de la halle
- d) Election ou réélection des membres de la Commission de la halle

a) Prendre connaissance et discuter le rapport de la Commission de la halle

Pour le débat d'entrée en matière, Madame Dominique Boillat précise que, suite au rejet en votation populaire du crédit de Fr. 220'000.00 destiné à l'étude d'un projet de nouvelle halle de gymnastique, le Conseil général a nommé, en date du 10 octobre 2005, une nouvelle Commission de la halle de gymnastique qui devait répondre à quatre questions. Le délai demandé par le Conseil général était fixé au 31 décembre 2006. Au vu du rapport présenté par la Commission de la halle de gymnastique, le Conseil communal constate que le mandat attribué à cette Commission a été respecté et, au vu des propositions qui y sont faites, propose d'accepter l'entrée en matière.

Etant donné qu'il s'agit d'un point très important, Monsieur Marcel Barthoulot demande que les Conseillers généraux puissent prendre la parole plus de deux fois.

Monsieur le Président, Yann Chappatte, signale que cette proposition sera soumise au vote ultérieurement.

Le débat d'entrée en matière n'étant pas combattu, il est considéré comme accepté.

Pour le débat de fond, le Conseil communal n'a pas de complément à présenter au rapport adressé aux membres du Conseil général. Il a souhaité s'adjoindre l'assistance de Monsieur Joris Wohlhauser, Président de la Commission, qui répondra aux questions relatives au projet retenu par la Commission et celle de Monsieur Denis Chappatte qui répondra aux questions relatives au projet de création d'une fondation. Le Conseil communal propose de continuer le mandat de cette Commission conformément à l'ordre du jour.

Monsieur Joris Wohlhauser souhaite justifier les décisions prises par la Commission. A la question posée « définir de façon sommaire les coûts sur la base des documents de l'ancienne Commission de la halle », deux solutions sont proposées. La première est la rénovation du bâtiment actuel avec agrandissement éventuel. La Commission n'a pas pu définir les coûts financiers pour les raisons suivantes : la rénovation est un sujet délicat à traiter et à débattre. Il faut évaluer l'état du bâtiment et établir un cahier des charges de ce que l'on désire. L'agrandissement de la salle est directement lié aux directives des salles d'éducation physique. La halle actuelle n'a pas les gabarits répondant aux exigences cantonales. Il ne s'agit donc plus de rénovation, mais de transformation. L'évaluation financière n'est pas possible sans devis calculé par un professionnel rémunéré. Par exemple, ce n'est pas évident de créer un accès et des dispositions pour les personnes handicapées dans le bâtiment actuel. La seconde solution est la rénovation du bâtiment actuel avec construction d'un nouveau bâtiment. La Commission s'est basée sur l'exemple d'autres Communes qui ont déjà effectué ce genre de travaux. La Commune de comparaison retenue est la Commune de Dombresson qui va construire une nouvelle halle de gymnastique uniquement dédiée au sport et qui adaptera l'ancienne halle pour le théâtre, la culture, les activités autres que sportives pour un prix total de Fr. 3'700'000.00. Pour la construction d'un nouveau bâtiment et la déconstruction du bâtiment actuel, les coûts sont les suivants : le prix d'un nouveau bâtiment polyvalent est de l'ordre de Fr. 3'500'000.00. La Commune de La Chaux-du-Milieu a construit une halle pour Fr. 3'200'000.00 et la Commune de Courfaivre pour Fr. 3'800'000.00. La déconstruction de la halle de Vicques, qui était la copie

conforme à la nôtre, en 2005, a été effectuée gratuitement par l'armée. Le seul coût a été celui du tri et de l'évacuation des déchets, soit Fr. 100'000.00. Concernant la vente ou donation du bâtiment actuel avec la construction d'un nouveau bâtiment, la Commission pense que le coût de construction d'une nouvelle halle, celui des charges fixes, ainsi que celui de l'entretien de deux bâtiments seraient bien trop élevés. Par contre, la mise à disposition de deux halles à la population peut être réalisable de façon moins onéreuse en procédant de la manière suivante :

- Conserver l'ancienne halle pour toutes les activités à but culturel et se libérer ainsi de toutes les normes restrictives scolaires et sportives.
- Utiliser la procédure de donation à une future fondation constituée des diverses sociétés locales, entreprises, personnes physiques ou morales et se libérer alors de toutes les charges financières qui incombent à cette salle.
- En obtenant le bâtiment à Fr. 1.00 symbolique, la fondation pourrait s'approcher des banques et obtenir alors des fonds sous forme d'hypothèque. Les frais de rénovation (rafraîchissement du bâtiment) ne seraient pas à la charge des membres de la fondation.
- En louant la salle pour diverses manifestations, en s'approchant des institutions de subventions culturelles, la fondation serait autofinancée et autogérée.
- La propriété privée de la fondation ne serait plus obligée de soumettre son projet au marché public.

Parallèlement :

- Construire une nouvelle salle exclusivement utilisée par l'école et les sociétés sportives, en reprenant l'exemple d'une salle existante et éviter ainsi des erreurs de construction.
- Obtenir de cette façon les subventions du domaine scolaire.
- N'avoir à charge que les frais d'une salle en en conservant deux.

Le coût d'un nouveau bâtiment dédié uniquement au sport est de l'ordre de Fr. 2'200'000.00 à Fr. 3'000'000.00. Le prix de la halle de Dombresson est de Fr. 3'000'000.00.

Monsieur Wohlhauser laissera Monsieur Alain Chappatte répondre aux éventuelles questions relatives aux subventions.

En conclusion, l'entretien de deux bâtiments sera toujours plus élevé que celui d'un seul. L'aspect culturel et sportif ne font pas bon ménage, Monsieur Wohlhauser signale que nous avons pu le vérifier tout au long des années précédentes. Cependant, il est important qu'un village dispose d'un complexe sportif et culturel. Quelle que soit la solution retenue, nous devons mandater un bureau d'architecture neutre afin qu'il étudie la solution choisie par le Conseil général. Ce bureau n'aura pas le mandat d'exécution. La Commission demande au Conseil général de prendre une décision concernant la variante à étudier. Elle pense que l'approche des quatre possibilités qu'elle présente est suffisamment claire pour éviter des études plus poussées auprès d'un architecte et ainsi éviter des frais inutiles. Afin de faciliter le travail de l'adjudication, le choix de la construction devra être défini si possible d'après un modèle de halle déjà construite, dont nous connaissons le coût et les erreurs à ne pas répéter. Le cahier des charges établi par l'architecte conseil sera si précis, complet et exhaustif qu'il ne permettra que l'adjudication du modèle de halle choisi. La Commission est favorable à l'option de la donation du bâtiment actuel et de la construction d'un bâtiment dédié à l'école et aux sports. Avec cette solution, la Commune disposera de deux bâtiments en ne supportant les frais que de la nouvelle construction. La fondation se chargera de rentabiliser le bâtiment obtenu par donation en y organisant des manifestations culturelles. Etant donné qu'aucun projet n'est mené à terme à ce jour, il sera difficile, voire impossible, d'entrer dans la planification financière du Canton 2008-2011, bien que la clause du besoin ait été validée par la première Commission. Toutefois, les subventions pourraient être versées ultérieurement à 2011. La Commission de la halle est persuadée que la

variante de la donation du bâtiment actuel (affectation en halle de spectacle avec des clauses mûrement réfléchies), ainsi que la construction d'une halle de gymnastique dédiée à l'école et aux sports est la variante la plus adaptée à nos besoins.

Pour l'aspect donation à une fondation, Monsieur Denis Chappatte souhaite apporter quelques précisions. Il rappelle que le peuple s'est prononcé sur la question de la halle il y a environ une année et il ne s'agit donc pas de représenter les mêmes choses, d'où l'idée de la fondation. Il s'agit uniquement d'une proposition. La volonté de la Commission actuelle est de mettre les Conseillers généraux devant leurs responsabilités en prenant une décision de principe politique, afin de savoir dans quelle direction les études doivent se faire. Les membres de la Commission pensent qu'une fondation serait la moins mauvaise solution. Monsieur Chappatte rappelle qu'il ne s'agit que d'une idée. La Commission demande la possibilité de l'étudier plus à fond, afin de revenir devant le Conseil général pour présenter des chiffres et des choses concrètes. A ce niveau-là, nous avons besoin de professionnels du domaine juridique et de l'architecture pour pouvoir faire les choses de manière garantie et poussée.

Avant d'entrer dans le débat, Monsieur le Président, Yann Chappatte soumet au vote la proposition de Monsieur Barthoulot concernant l'autorisation de prendre la parole plus de deux fois pour cet objet. La proposition est acceptée par 16 voix, sans avis contraire.

Monsieur Gabriel Bilat souhaite tout d'abord féliciter les membres de l'ancienne Commission qui avaient fait du beau travail. La nouvelle Commission a également fait du bon travail, mais c'est le même que celui effectué par l'ancienne Commission. On peut donc penser que l'ancienne Commission avait vu juste et que, résultat des courses, on a perdu trois ans. Il n'y a rien de nouveau, si ce n'est la présence d'une fondation. Si l'option choisie consiste en la création d'une fondation, Monsieur Bilat estime que la Commune devrait participer à hauteur de 49%.

Monsieur Daniel Hubleur souhaite clarifier les choses par rapport à la création d'une fondation. La Commission a dit qu'elle avait étudié l'aspect des choses concernant la fondation. Monsieur Hubleur désire savoir si cela a été fait uniquement sous l'angle général ou si des contacts ont déjà été pris avec différentes personnes intéressées à investir, voire avec des promoteurs sérieux. Monsieur Hubleur estime que cela est très important. On ne peut pas se prononcer si on dit simplement qu'il y a une idée, sans savoir si quelqu'un est intéressé à investir un capital. Monsieur Hubleur se voit mal prendre une décision formelle dans un contexte très flou.

Monsieur Denis Chappatte signale que la Commission n'a eu aucun contact concernant un investisseur ou des personnes intéressées.

La présidence est assurée par Monsieur Gilles Cattin, vice-président.

Monsieur Yann Chappatte propose d'étudier la variante d'une association, car elle est beaucoup moins contraignante qu'une fondation. Si aucune fondation ou association ne s'annonçait, Monsieur Yann Chappatte désire savoir si la Commission proposerait une autre variante que celle soumise ce soir. Dans l'affirmative, laquelle ? Dans le cas où aucune autre variante n'a été choisie, Monsieur Yann Chappatte aimerait savoir si elle envisage de créer deux salles dans le nouveau bâtiment, une dédiée à la partie sportive et l'autre à la partie culturelle.

Monsieur Joris Wohlhauser rappelle que la Commission demande de pouvoir continuer dans l'idée de création d'une fondation et de construction d'un bâtiment neuf. Si cette variante est choisie, la Commission ne partira pas tête baissée en investissant sans compter dans des études. La Commission demande au Conseil général de pouvoir faire un pas supplémentaire dans cette direction. Il est bien clair que si l'idée de la fondation, après étude, n'est pas réalisable, la Commission reviendra devant le Conseil général et, en toute honnêteté, reconnaîtra que cela n'est

pas viable en présentant éventuellement une autre solution. Monsieur Wohlhauser souhaite apporter une correction concernant la première remarque relative à la participation de la Commune dans la fondation pour 49%. Il rappelle que, si la Commune fait partie de la fondation, celle-ci sera automatiquement soumise au marché public.

Monsieur Denis Chappatte désire intervenir concernant le choix d'une fondation plutôt que d'une association. La Commission a proposé la création d'une fondation, car ses statuts sont inchangeables, ce qui amène des garanties par rapport à la vente du terrain à Fr. 1.00. Tandis que les statuts d'une association peuvent être modifiés à tout moment et les dirigeants à la tête d'une association sont directement répondant en cas de problèmes de gestion. La fondation a un autre avantage, celui d'être contrôlée par des organes cantonaux et fédéraux.

La présidence est reprise par Monsieur Yann Chappatte.

Monsieur Marcel Barthoulot tient à remercier la Commission pour ce rapport détaillé, mais il est interloqué de remarquer que, quelle que soit la solution choisie, nous sommes, en premier lieu, soumis au marché public et, en deuxième lieu, nous sommes obligés de travailler avec des bureaux d'architectes, ce qui engendrera des coûts. Nous serons donc obligés de dépenser de l'argent, comme lors du premier rapport. Peut-être un peu moins, mais de toute façon nous irons dans ce sens et cela interpelle Monsieur Barthoulot. D'après les gens qui étaient contre le premier projet, nous pouvions faire quelque chose pour que cela coûte le moins cher possible et aujourd'hui, on remarque que nous devons y passer.

Monsieur Denis Chappatte précise que, concernant le marché public, effectivement nous sommes soumis au marché public, mais qu'il existe plusieurs variantes possibles. Certaines variantes sont nettement moins chères que ce qui a été proposé la première fois. Le rapport explique exactement quelles erreurs ont été faites par la première Commission.

Monsieur Jean-Pierre Bouille souhaite pratiquer un exercice de mémoire surtout pour la presse qui se fourvoie et qui note que des gens étaient contre le projet de la halle. Monsieur Bouille désire répéter haut et fort que ces personnes n'étaient pas contre le projet de la halle, mais qu'ils étaient contre une dépense de Fr. 200'000.00 pour effectuer une étude. Aujourd'hui, on leur dit qu'ils ont eu tort. Monsieur Bouille déclare que non, ils n'ont pas eu tort, qu'il s'agissait d'un vote populaire et il aimerait qu'on cesse d'en discuter. Aujourd'hui, nous allons de l'avant et Monsieur Bouille souhaite saluer le travail de la Commission qui fait du pas à pas et qui nous emmène dans une situation qui semble contrôlée. Il ne faut pas dire que l'ancienne Commission a fait un mauvais travail, mais elle s'est fait emberlificoter par un oiseau du Canton dont Monsieur Bouille a déjà oublié le nom parce que cela ne sert à rien de le retenir ; Fr. 200'000.00 pour faire une étude, cela était complètement démesuré. Heureusement que le peuple a refusé cela.

Monsieur Germain Jobin rappelle que le Conseil général a une décision à prendre. Il regrette qu'aucun chiffre précis ne figure dans le rapport, même s'il a bien compris pourquoi.

Monsieur Joris Wohlhauser souhaite préciser que, au niveau des chiffres pour la rénovation de la halle, amener des montants aurait été pure spéculation. C'est la raison pour laquelle la Commission a décidé de ne pas mentionner de coût, de manière à ce qu'on ne discute pas sur des chiffres dont on n'a aucune idée d'où ils proviennent.

Monsieur Denis Chappatte signale que ce point a été précisé dans le rapport. Si la Commission voulait le résoudre précisément avec des chiffres, elle aurait dû engager un architecte qui aurait coûté passablement cher. S'il faut, à chaque point, dépenser des frais pour arriver à une dépense finale de Fr. 220'000.00, les citoyens n'auraient pas du tout apprécié.

Monsieur Gabriel Bilat remarque qu'on demande aux Conseillers généraux de prendre une décision tout de même importante, cela sans chiffre. Si on ne veut payer personne pour amener des chiffres, c'est le serpent qui se mord la queue.

Monsieur Denis Chappatte répète que c'est justement ce qu'il a dit tout à l'heure : c'est une décision politique qui veut savoir dans quel chemin on veut aller. La Commission reviendra avec des chiffres précis pour dire « l'étude de ce point-là coûtera tant ».

Monsieur Francis Sauser souhaite tout de même rappeler que cette Commission a été nommée par le Conseil général. Aucun budget n'a été fait pour cette Commission. Si elle avait dépensé de l'argent, ce soir nous aurions dit qu'elle a travaillé dans l'illégalité. Si nous voulions que la Commission avance des chiffres, il fallait lui accorder un budget. Aujourd'hui, si nous voulons ce genre de travail, il faudra voter un budget ce soir et lui donner le mandat de le faire.

Monsieur Cyril Jeanbourquin demande si la Commune s'est approchée de la Commune du Noirmont qui a également une halle de gymnastique en mauvais état. Monsieur Jeanbourquin estime que nous arriverons dans une spirale où chaque village aura sa propre halle de gymnastique. Monsieur Jeanbourquin pense qu'il serait bien de collaborer avec les villages avoisinants.

Monsieur Joris Wohlhauser voit mal les écoles enfantines prendre le bus le matin à 9 heures, faire une demi-heure de route pour se rendre dans un autre village. Etant donné le temps qu'il faut pour habiller et déshabiller les élèves, il n'en restera plus beaucoup pour la pratique de la gymnastique. Monsieur Wohlhauser estime que la Commune des Bois mérite quand même d'avoir une salle de sport sur laquelle l'école puisse compter.

Madame Isabelle Caroli ne comprend pas. Lorsqu'une Commission apporte un objet avec une décision presque prise, un chiffre, une conclusion, on lui dit qu'elle est allée trop vite, qu'elle aurait dû élaborer son projet pas à pas. Et maintenant que la Commission vient nous demander notre avis sur un pas supplémentaire, on lui demande d'aller plus vite. Au bout d'un moment, on devrait savoir ce que l'on veut. Les Commissions sont là pour nous aider. Si, à chaque fois qu'elles font quelque chose, on leur met des bâtons dans les roues, ça ne va plus aller. Cette Commission veut avancer d'un petit pas et pour cela, elle nous demande un vote. Elle ne nous dit pas qu'elle va se lancer vers un projet de fondation, elle nous demande simplement notre aval pour étudier cette éventualité qui lui semble une bonne chose. Après, elle reviendra avec sa conclusion. Si cette dernière ne nous plaît pas, nous pourrions peut-être aller vers une association. La Commission aura peut-être une autre proposition qui nous plaira et elle reprendra l'étude de cet autre objet. La question de la Commission est simplement de savoir si on la laisse continuer sur cette voie. C'est tout.

b) Discuter et approuver la variante proposée par la Commission de la halle

Madame Dominique Boillat n'a pas de supplément à ajouter.

Personne ne souhaitant s'exprimer, le débat d'entrée en matière est considéré comme accepté.

Pour le débat de fond, le Conseil communal n'a rien à ajouter.

Monsieur Jean-Pierre Bouille est quelque peu surpris qu'on rouvre l'entrée en matière à chaque point, alors qu'elle lui paraît être claire sur le point 5. Toutefois, cela ne le dérange pas. Les membres du parti PLR sont prêts à suivre la Commission sur ses travaux en lui donnant le temps nécessaire pour trouver un système de fondation et avancer avec la proposition d'une nouvelle halle.

Monsieur Marcel Barthoulot signale que les membres du PDC donnent leur accord pour continuer dans la variante proposée par la Commission de la halle.

La présidence est assurée par Monsieur le vice-président, Gilles Cattin.

Monsieur Yann Chappatte communique la position du PCSI qui fait une proposition qui est une nuance de celle de la Commission. Cette proposition a été décidée à la majorité des membres du parti et est la suivante : « la construction d'un nouveau bâtiment et la déconstruction du bâtiment actuel, tout en offrant la possibilité à d'éventuels intéressés (associations sportives, fondations ou autres associations) d'acquérir l'ancien bâtiment afin de l'affecter en salle de spectacle ». Cette décision pour une proposition nuancée a été prise pour les raisons suivantes : tout simplement parce que le PCSI ne souhaite pas perdre du temps (plusieurs mois) à la recherche d'un partenaire qui, pour l'instant, est hypothétique puisque personne ne s'est annoncé. Sachant ce que l'on va décider ce soir, on peut être convaincu que si des gens sont intéressés, ils vont faire preuve de leur intérêt rapidement (dans les prochaines semaines ou prochains mois) et non pas dans douze ou dix-huit mois. De cette façon, s'il n'y a personne, nous serons déjà partis dans une autre voie et s'il y a quelqu'un, le parti a décidé de mettre ce bâtiment à disposition d'une association sans aucune réserve autre que celles définies pour l'utilisation de la halle. Le PCSI veut, par sa proposition ferme, que le projet avance, car pour lui il y a urgence. Tous les rapports qui sont sortis ces derniers temps, que ce soit au niveau scolaire ou autre, déplorent un état catastrophique de ce bâtiment. Le PCSI ne veut pas perdre de temps.

Monsieur Yann Chappatte reprend la présidence.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin désire indiquer aux membres du PCSI que les deux propositions sont très différentes, contrairement à ce qu'ils pensent. Si on choisit l'option de la Commission, on construit une halle sportive et on utilise l'ancien bâtiment pour la culture. Tandis que si on construit une nouvelle halle et qu'on détruit l'ancienne, qu'on la vende ou qu'on la donne, on devra faire une halle polyvalente. Cela change les prix de construction de cette halle.

Monsieur Daniel Hubleur pense qu'il faut rester un peu sérieux dans les débats de ce type. Venir au Conseil général et lui faire prendre des décisions en disant qu'on a une idée, cela n'est pas très sérieux. Des idées, Monsieur Hubleur en a une multitude (sociétés immobilières, etc.). Nous sommes dans un débat où nous devons nous dire que nous avons, dans le cadre de la Commune, des besoins en terme de salles, qu'elles soient sportives ou culturelles. Prendre une décision en disant qu'il y a une association ou une fondation qui va être derrière, c'est prendre la patate chaude, la lancer et de toute façon, personne ne la reprendra. Monsieur Hubleur souhaite que l'on soit clair. Lorsqu'on crée une fondation, on doit tout d'abord créer une plaquette qui mentionne les buts et objectifs exacts. Tant qu'on n'a pas ça, on peut toujours courir pour trouver des gens qui ont de l'argent. Une fois qu'on a, éventuellement, récolté des fonds, il y a le Conseil d'administration qui a la responsabilité de faire fonctionner cette salle. Il a été dit tout à l'heure qu'on pouvait vendre le bâtiment pour Fr. 1.00 symbolique, aller trouver les banques et qu'elles allaient prêter l'argent nécessaire. Cela n'est pas vrai. Il faut un business plan, savoir exactement combien de fois la salle sera louée, comment cela va fonctionner, les charges de chauffage qu'il y aura, etc. Monsieur Hubleur veut bien laisser une chance à une éventuelle fondation qui va dans ce sens-là. Monsieur Hubleur désire qu'on n'oublie pas en plus que cette fondation, à laquelle la Commune ne participera pas, partira avec des buts dits culturels et qu'elle pourra camoufler n'importe quel but et on ne saura pas ce qu'il y aura derrière. On a vu le cas de l'Eglise de scientologie lors de la dernière séance du Conseil général. Monsieur Hubleur estime que cela est extrêmement dangereux de prendre une décision de ce type, alors qu'on sait très bien les besoins que l'on a dans la Commune, en disant que maintenant on se concentre sur le sport et ce qui est culturel, on verra bien, il y aura éventuellement des gens qui vont s'en occuper. La proposition faite par le PCSI est de dire que, pour la Commission, c'est clair, elle connaît très bien les besoins que nous avons dans le cadre de la Commune. On étudie un bâtiment qui couvre ces besoins, on se donne un certain laps de temps pour étudier cela et si, dans ce laps de temps, la partie

fondation démarre avec des buts qui répondent aux besoins culturels, on tranche la partie de salle prévue pour le culturel. Monsieur Hubleur estime que c'est une solution tout à fait non seulement valable, mais également très objective car on est sûr que dans un laps de temps, on aura une solution. Dire que c'est totalement différent, Monsieur Hubleur ne le pense pas, au contraire, c'est trouver une solution efficace et rapide pour régler les problèmes que nous avons dans le cadre de la Commune.

Monsieur Jean-Pierre Bouille reconnaît qu'il est difficile d'avancer si on ne sait pas si on va vendre ou non l'ancien bâtiment. Ce qu'il faut, si on veut aller vite, c'est mettre un peu de pression sur la Commission en fixant des délais. Lui demander si, en quatre mois, elle pense être capable de trouver un semblant de solution. Après, on rediscute et on avance. On devrait laisser la chance à la Commission qui a fait un bon travail dans les délais de continuer dans ce sens. Donnons-lui un délai qu'elle va respecter. De toute façon, nous n'allons rien décider ce soir, nous allons donner l'autorisation à la Commission de continuer.

Monsieur Marcel Barthoulot souhaite savoir si le délai de Monsieur Bouille est une proposition ferme.

Monsieur le Président, Yann Chappatte, rappelle que cela pourra être discuté au point 5 c.

La présidence est assurée par Monsieur Gilles Cattin, vice-président.

Monsieur Yann Chappatte fait la proposition suivante à titre personnel : « rénovation du bâtiment actuel avec la construction d'un nouveau bâtiment ». Monsieur Yann Chappatte propose ce qui a été rejeté par le peuple en juin 2005, simplement parce qu'il a longuement étudié les différents rapports et il se rend compte que le bâtiment actuel n'est plus adapté au sport. Cela, personne ne peut le nier. D'un autre côté, on a le problème que deux salles doivent être obligatoirement mises à disposition, l'une pour le sport et l'autre pour la culture. Pour Monsieur Yann Chappatte, il paraît évident que la seule variante qui répondra à cela est la sienne. Monsieur Yann Chappatte croit qu'une collectivité publique se doit d'offrir ces deux bâtiments. Tout d'abord, parce que le coût différentiel est de Fr. 800'000.00. Cela vaut la peine de poser quelques chiffres très rapidement. On compte un amortissement de 2% par année, un entretien, des frais de fonctionnement de 2%, un taux d'intérêt moyen à 4%. Cela fait Fr. 64'000.00. Pour une partie, vu qu'on aura un espace culturel, on obtiendra des subventions. Monsieur Yann Chappatte est donc parti sur un montant de Fr. 700'000.00, ce qui paraît extrêmement raisonnable. Fr. 700'000.00 à 8% comme expliqué précédemment, cela donne Fr. 56'000.00. Aujourd'hui, on loue la halle plus de vingt fois par année. Monsieur Yann Chappatte est parti avec vingt-cinq fois avec un nouveau bâtiment construit qui pourra être loué Fr. 250.00 par soir, cela fait Fr. 6'250.00 par année. Ensuite, si nous avons ce bâtiment culturel, ce sera le premier aux Franches-Montagnes et le seul parce qu'il n'y en a pas. Parfois, effectivement, certains établissements proposent des activités culturelles, mais une véritable salle culturelle n'existe pas aux Franches-Montagnes. Une seule pseudo-salle culturelle se trouve à Saignelégier, mais elle n'est plus du tout conforme, puisqu'on parle également d'un projet. On pourra donc la louer plus. Monsieur Yann Chappatte a compté une dizaine ou une quinzaine de fois par année, ce qui permettra d'encaisser Fr. 10'000.00 à Fr. 12'000.00 au total. Il faut ajouter d'autres locations, comme le local des soupes. Monsieur Yann Chappatte est parti sur un montant global de Fr. 15'000.00 à Fr. 16'000.00 de revenu locatif annuel, ce qui ne paraît pas usurpé. Il reste donc Fr. 40'000.00 à charge de la Commune au maximum, puisqu'on peut obtenir davantage de subventions. Monsieur Yann Chappatte se demande si la Commune des Bois ne peut pas mettre cette somme à disposition pour répondre aux besoins mis en évidence par la Commission, par l'étude Frotte-Partner, par les Conseillers généraux. Cela dépasse Monsieur Yann Chappatte qu'on ne puisse pas, avec Fr. 2'500.00 par mois, répondre aux besoins. Avec cette solution, nous répondons aux besoins de la population,

des sociétés, de tout le monde. Monsieur Yann Chappatte estime que cela a été rejeté par le peuple pour plusieurs raisons. Tout d'abord, pour une histoire d'un montant de Fr. 200'000.00. Or, il a été menti. L'étude ne se chiffrait pas à Fr. 200'000.00, mais à Fr. 100'000.00. Les autres Fr. 100'000.00 représentaient un acompte sur les honoraires des architectes. On verra combien coûtera la nouvelle étude. Monsieur Yann Chappatte tient à préciser que, s'il fait cette proposition, ce n'est pas parce que tout à coup il devient fou et qu'il veut faire une proposition unique à titre personnel, mais c'est parce qu'il a été sollicité par quelques citoyens (c'est largement supérieur à une quinzaine, même si ce n'est pas une cinquantaine) qui étaient convaincus par cette solution. Cela n'a pas été accepté en votation également parce qu'il y a eu du lobby fait par certaines personnes qui avaient des intérêts privés à soutenir certains artisans d'une part et, d'autre part, parce qu'ils avaient des intérêts personnels dans la construction de ces bâtiments. Il y a des gens, comme régulièrement lors des votations, qui font des campagnes chez des privés. C'est détestable, car c'est une partie mensongère. Monsieur Yann Chappatte en est convaincu, car à la séance d'information, il n'y avait quasiment personne, si ce n'est des gens convaincus. La population a voté sur des arguments sensibles, financiers, sur des sommes importantes, mais malheureusement erronées. Monsieur Yann Chappatte fait donc la proposition ferme de revenir avec cette solution, car il est convaincu qu'il s'agit de la variante la plus adaptée en gardant la possibilité de gérer intégralement ces bâtiments qui restent en mains de la Commune. Nous ne perdrons pas de temps et éviterons les problèmes avec des personnes dont nous ne connaissons pas les objectifs. D'autre part, nous avons une scène fantastique qui pourra être mise à disposition moyennant entretien.

Monsieur Yann Chappatte reprend la présidence.

Monsieur Germain Jobin signale à Monsieur Yann Chappatte que, même s'il sait compter, il n'est pas d'accord avec lui. Il estime que Monsieur Chappatte va directement au casse-pipe.

Madame Isabelle Caroli signale que nous pouvons revenir dans le passé et prévoir l'avenir, mais que maintenant, nous devons revenir dans le présent. Madame Caroli demande aux Conseillers généraux de faire confiance, une fois pour toute, à cette Commission. Ce sont des gens qui mettent leur énergie à disposition et qui sont vraiment motivés. Madame Caroli n'est pas d'accord qu'on leur casse l'herbe sous le pied au premier pas qu'ils font. A chaque fois qu'une société, qu'une Commission, que des gens de bonne volonté veulent faire quelque chose, on leur dit non et on leur argumente des choses du passé ou de l'avenir. Laissons-les avancer. Après, nous verrons.

Monsieur Marcel Barthoulot fait remarquer à Madame Caroli que nous n'avons pas fait tant de compliments à l'ancienne Commission, même s'il n'est pas contre la nouvelle variante. Il faut agir en soutenant les membres de toutes les Commissions et non pas seulement ceux de la nouvelle Commission de la halle. Il faut être logique, on a aussi cassé l'ancienne Commission de la halle de façon claire et nette.

Madame Isabelle Caroli précise que la nouvelle Commission n'arrive pas avec une conclusion, elle arrive avec une demande. Elle n'arrive pas avec un chiffre à dépenser, mais avec un argument qu'elle désire défendre. Elle ne nous met pas devant le fait accompli. Comme Monsieur Barthoulot l'a dit, il faut faire confiance. Madame Caroli estime, qu'à la limite, on pourrait commencer ce soir et essayer de faire confiance en nos énergies.

Monsieur Denis Chappatte est quelque peu ennuyé par rapport à la possibilité de revenir sur ce que le peuple a voté et décidé. Savoir pourquoi il n'a pas accepté ce mode revient un peu à se fourvoyer. Le résultat est quand même que le souverain ne voulait pas de cela. Ne refaisons pas la même erreur pour retarder encore plus l'éventualité d'avoir une halle. Monsieur Denis Chappatte rappelle qu'il y a urgence et il estime que le fait de représenter le même projet aux citoyens nous

amènera dans le mur. D'autre part, Monsieur Denis Chappatte aimerait bien obtenir les chiffres de Monsieur Yann Chappatte sur un formulaire Excel, afin que cela aide les membres de la Commission, car ils paraissent magiques.

Monsieur Daniel Hubleur rappelle que les points 5 b) et c) sont étroitement liés. Lorsqu'on dit que la Commission va étudier cette variante avec l'option d'une fondation, Monsieur Hubleur désire savoir si, dans l'idée de la Commission, il est prévu d'étudier et de faire une proposition de fondation ou si c'est de dire qu'on étudie une halle qui prend en compte les aspects sportifs et, pour le reste, ce n'est pas notre histoire, c'est une fondation qui doit se constituer et se débrouiller. Monsieur Hubleur estime que c'est très important de savoir. Si réellement vous voulez mettre sur pied une fondation, cela sera un grand travail. Monsieur Hubleur désire savoir si la Commission est prête à faire ce travail des deux côtés.

Monsieur Denis Chappatte pense que c'était dans cette optique de mâcher le travail, de créer des statuts qui seraient présentés au Conseil général pour prendre une décision finale et, quelque part, créer le besoin et que cette fondation puisse partir sur de bonnes bases. Dans l'idée de Monsieur Denis Chappatte, c'était le coup de pouce que la communauté donnerait à cette fondation à but culturel. Le but ultime est que tout ce qui se passera dans cette halle soit à la portée de tous les citoyens.

Monsieur Gabriel Bilat pense que la création de cette fondation prendra un certain temps et que ce n'est pas la voie la plus courte. Dans une année, on en parlera encore. Monsieur Gabriel Bilat souhaite savoir pourquoi la Commune ne prendrait pas une part dans cette fondation. Par exemple, la Commune de Saignelégier a des actions dans la fondation de la halle cantine.

Madame Sabine Cattin signale que la variante proposée l'a séduite. Toutefois, il y a une chose qu'elle regrette, c'est le fait qu'on laisse les sociétés du village qui ne sont pas sportives sur le carreau. Madame Sabine Cattin pense à la ludothèque, à la fanfare, à l'embellissement qui avaient fait des demandes particulières concernant ce projet de halle.

Monsieur Denis Chappatte estime que, justement, en étudiant ce projet de fondation, on prendrait en compte les souhaits de ces sociétés à ce moment-là. C'est pour séparer le culturel du sportif que cette solution a été choisie. De toute façon, quelle que soit la solution retenue, les sociétés sportives ou non seront obligées de passer à la caisse, nous n'avons plus le choix.

Monsieur Cyril Jeanbourquin signale que, ce qui lui fait peur avec une fondation, c'est ce qu'on voit au Noirmont avec l'ancienne église qui tombe en ruines. Si une fondation n'a pas de bonnes bases et de l'argent, elle fait faillite. Monsieur Cyril Jeanbourquin ne connaît qu'une fondation qui a de l'argent, c'est la Fondation du cheval. Il ne connaît pas beaucoup de fondations qui miseraient sur un bâtiment comme la halle des Bois.

Monsieur Jean-Pierre Bouille rappelle qu'il faut savoir que le domaine de cette fondation sera au bénéfice des sociétés locales et des gens de la collectivité. Si on épargne de mettre la Commune dans un premier temps pour laisser la fondation faire les rénovations et autres selon les statuts, c'est pour échapper au marché public. Si un jour, cette société ne peut plus faire face, c'est tout de même bien la collectivité locale qui va venir à son secours. Monsieur Bouille ne comprend même pas qu'on ne se rende pas compte que c'est une évidence que la Commune devra, une fois ou l'autre, lancer une bouée, donner des coups de mains à cette fondation pour l'aider à suivre. Monsieur Bouille demande qu'on laisse cette fondation commencer, éviter les marchés publics pour répondre aux besoins qu'il y a dans ce domaine et après, c'est évident que la Commune devra l'aider à survivre.

Monsieur Gabriel Cattin-Pittet souhaite intervenir sur la proposition de Monsieur Yann Chappatte. Monsieur Gabriel Cattin est étonné. Nous avons le bâtiment le plus dégueulasse du village et nous n'avons même pas les moyens de l'entretenir, que ce soit pour l'isolation, le

chauffage (nous avons changé la chaudière parce que nous étions obligés). Nous n'avons même pas les moyens d'y donner un coup de peinture et nous voulons en entretenir deux. Monsieur Gabriel Cattin estime que ce n'est pas possible. Les gens des Bois veulent une nouvelle halle de gymnastique, vous la ferez passer, mais il faut résoudre le problème de l'ancien bâtiment.

Monsieur Marcel Barthoulot tient à répondre à Monsieur Bouille et, à ce moment-là, il vaut mieux partir dans l'idée de la première Commission en rénovant l'ancienne halle et en construisant un nouveau bâtiment. Monsieur Barthoulot estime que, lors de sa dernière intervention, Monsieur Bouille s'est contredit à 1'000%. Monsieur Barthoulot ne comprend pas que Monsieur Bouille puisse combattre un projet et arriver ensuite avec une telle déclaration.

La présidence est assurée par Monsieur Gilles Cattin, vice-président.

Monsieur Yann Chappatte souhaite revenir sur quelques remarques qui ont été faites. Tout d'abord, concernant les chiffres qu'il a donnés, il faut savoir qu'ils avaient été présentés lors de la séance d'information du premier projet. Malheureusement, les citoyens faisaient défaut, mis à part les personnes convaincues. Concernant le coût de fonctionnement, Monsieur Yann Chappatte confirme qu'on parle au maximum d'un coût additionnel à charge de la Commune de Fr. 30'000.00 en réglant tous les problèmes.

Monsieur Yann Chappatte reprend la présidence.

Monsieur Joris Wohlhauser signale que la halle actuelle possède une chaudière qui a été remplacée et qui sera fonctionnelle encore quelques années, une cuisine qui a ses inconvénients mais qui est toujours en état de fonctionner, des douches et des toilettes qui sont toujours en état de fonctionner. Dans l'ensemble, si une fondation reprend ce bâtiment, on peut dire qu'en l'état actuel, il est encore utilisable. Au niveau de la fondation, on ne parle pas de transformer ce bâtiment, mais uniquement de le rafraîchir. Monsieur Wohlhauser serait surpris qu'on puisse convaincre certains artisans ou certains architectes pour effectuer un minimum de travaux. Dans le cadre de la fondation, on est totalement libre de faire comme on veut, quitte à avoir des volontaires ou des bénévoles pour rafraîchir le bâtiment.

Au vote, la proposition de la Commission obtient 11 voix.

La proposition du groupe PCSI obtient 8 voix.

La proposition de Monsieur Yann Chappatte obtient 2 voix.

La proposition de la Commission ayant obtenu la majorité absolue, elle est retenue de façon définitive.

c) Discuter et approuver le nouveau mandat de la Commission de la halle

Pour le débat d'entrée en matière, personne ne souhaite s'exprimer.

Pour le débat de fond, Monsieur Marcel Barthoulot demande si on veut fixer des délais pour le mandat de la Commission, comme cela a été dit précédemment par Monsieur Bouille.

Monsieur Jean-Pierre Bouille ne veut pas répondre, il estime que c'est à la Commission de se prononcer.

Monsieur Denis Chappatte souhaite rappeler l'étape qui va se passer maintenant. La Commission va étudier le coût de l'étude de cette variante, entourée par des professionnels, et reviendra devant le Conseil général très rapidement. Monsieur Denis Chappatte estime qu'il ne vaut pas la peine de donner un délai ou alors, il faut en donner un court.

La présidence est assurée par Monsieur Gilles Cattin, vice-président.

Monsieur Yann Chappatte signale que le PCSI a décidé, à l'unanimité des membres présents, de fixer des délais à la Commission dans le cadre de son mandat. Effectivement, le PCSI a souhaité valider cette urgence afin qu'on ne perde pas trop de temps. Le PCSI fait une proposition en deux parties qui ne sont pas liées et qui sont les suivantes : 1) la réalisation pour le 30 juin 2007 d'un avant-projet chiffré. Cela permettra aux Conseillers généraux de se prononcer d'ici cette date par rapport à ce projet pour lequel ils auront des chiffres plus affinés. Si cela ne correspond pas à ce que l'on souhaite, on pourra alors palier et réagir très rapidement. Ceci dans le but d'éviter une perte de temps et surtout d'éviter de subir un nouvel échec dans le cadre d'une votation populaire. 2) la réalisation et la présentation au Conseil général d'un projet définitif dans les quinze mois, c'est-à-dire pour le 31 mars 2008. Ce délai est court, car si on a pu faire l'avant-projet en six mois, on peut faire la suite en neuf mois puisqu'on a l'idée de partir sur des choses qui ont déjà été réalisées. Il est évident qu'il s'agit d'un délai très court et que, si la Commission se rend compte l'année prochaine qu'elle a besoin de trois mois supplémentaires, on ne s'y opposera pas pour éviter de bâcler le travail. Il s'agit uniquement d'avoir des délais clairs et compréhensibles pour chacun.

Monsieur Yann Chappatte reprend la présidence.

Monsieur Daniel Hubleur revient sur le mandat de la Commission pour obtenir certaines garanties. L'étude de la création de la fondation et de ses buts ne suffit pas pour Monsieur Hubleur. Monsieur Hubleur espère qu'on viendra avec des propositions de financement et de sociétés ou de personnes intéressées à participer à cette fondation. Autrement, Monsieur Hubleur craint qu'on fasse de beaux statuts, qu'on donne de beaux objectifs, qu'on vienne devant le Conseil général avec un beau projet. En contrepartie, on aura étudié toute la partie sportive de la halle. On nous dira alors qu'on avait fait de splendides buts et statuts, mais que, dans la deuxième phase, on ne trouve personne pour lancer ce projet. Monsieur Hubleur a peur que la partie sportive soit réalisée par la Commune et que la partie culturelle tombe à l'eau. Monsieur Hubleur croit qu'il faut être clair sur le mandat et qu'on ait la possibilité, à un moment donné, de remettre le projet en un seul pour réaliser le tout.

Madame Isabelle Caroli désire connaître l'avis de la Commission sur la proposition de Monsieur Yann Chappatte relative aux délais donnés.

Monsieur Denis Chappatte estime qu'on va peut-être un peu vite, car l'étape suivante sera d'amener des coûts pour l'étude. La première étape serait donc de donner un délai pour amener ces coûts. Concernant la proposition de Monsieur Hubleur, Monsieur Denis Chappatte est absolument d'accord avec lui. Monsieur Denis Chappatte pense que cela fait partie du travail de la Commission de faire un plan d'investissement, de trouver des gens et de faire un travail de vente et de valorisation de cette fondation.

Au vote, la proposition de la Commission obtient 9 voix.

La proposition du PCSI avec un délai au 30 juin 2007 pour un avant-projet chiffré obtient 11 voix.

Le Conseil général accepte donc le mandat tel que proposé dans le rapport en fixant un délai au 30 juin 2007 pour présenter un avant-projet chiffré.

La proposition du PCSI avec un délai au 31 mars 2008 pour réaliser et présenter au Conseil général un projet définitif est acceptée par 11 voix, contre 6.

d) Election ou réélection des membres de la Commission de la halle

Madame Dominique Boillat est favorable à la continuation de la Commission.
Personne ne souhaite s'exprimer.

Au vote global, tous les membres sont réélus à l'unanimité.

6. Accorder au Conseil communal un nouveau délai pour la réalisation de la motion de M. Daniel Hubleur (PCSI) intitulée « Couverture des frais de fonctionnement de la STEP »

Monsieur Christophe Cerf rappelle que, comme cela a été mentionné dans le rapport, la Commission étudiait le règlement concernant l'alimentation en eau lorsque la motion est arrivée. C'est pour cette raison qu'aujourd'hui, elle n'est pas tout à fait prête avec la motion de Monsieur Hubleur. Elle demande donc un délai au 30 septembre 2007.

Personne ne souhaitant s'exprimer, le débat d'entrée en matière est considéré comme accepté tacitement.

Sur le fond, Monsieur Christophe Cerf n'a rien à ajouter.
Personne ne désire s'exprimer.

Au vote, le délai au 30 septembre 2007 est accepté par 20 voix, sans avis contraire.

7. Discuter et approuver un crédit de Fr. 80'000.00 destiné au remplacement des bancs de l'école primaire ainsi que son financement

Madame Rose-Marie Jobin signale que, lors de sa séance du 17 mai 2006, la Commission d'école a formé un groupe de travail afin d'étudier le remplacement des bancs de l'école primaire. Si de nouvelles chaises ont été acquises entre 1994 et 1999, les pupitres actuels ont vu passer plusieurs générations d'élèves, puisque l'achat des trente derniers bancs remonte à 1965. Au mois d'octobre, la Commission d'école a remis au Conseil communal une demande de crédit de Fr. 80'000.00 pour l'achat de cent nouveaux bancs. Le Conseil communal propose d'accepter l'entrée en matière de ce point de l'ordre du jour.

Personne ne souhaitant s'exprimer, le débat d'entrée en matière est accepté tacitement.

Pour le débat de fond, Madame Rose-Marie Jobin signale que, pour l'acquisition de nouveaux pupitres, la Commission d'école a demandé des offres auprès de six fournisseurs de mobilier scolaire. Les élèves et le corps enseignant ont disposé de neuf bancs différents durant plusieurs semaines. Le modèle choisi est un banc en bois à caisson fermé, semblable à ceux utilisés actuellement. Il a été préféré à d'autres modèles pour sa solidité et son côté pratique. Les nouveaux bancs devraient être livrés en deux fois et payables sur quatre ans. Le financement de cet investissement est assuré par une réserve comptable de Fr. 165'300.00 qui était à disposition de la Commune lors de la rénovation de l'école primaire. Le montant de cette acquisition s'élève à Fr. 77'928.00 et sera prélevé sur les liquidités de la caisse communale. Il est à noter que, suite à la parution dans le Journal officiel de la convocation à la séance de ce soir, de nouvelles offres ont été adressées à la Commission d'école. Ces offres ont été examinées et devraient permettre de baisser les coûts de cet achat. Cependant, des précisions concernant le modèle et le paiement

manquent encore au dossier. C'est pourquoi, la somme prévue pour ce crédit est maintenue telle quelle et nous garantissons qu'elle ne sera en aucun cas dépassée.

Personne ne souhaite s'exprimer.

Au vote, le point 7 de l'ordre du jour est accepté à l'unanimité.

8. Donner un préavis concernant un crédit de Fr. 370'000.00 destiné à l'acquisition d'un domaine forestier de 52 ha environ ainsi que son financement

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale que, cet automne, Monsieur Martin Sommerhalder s'est approché de la Commune pour savoir si elle était intéressée par l'acquisition de tous ses biens agricoles et forestiers de 96 hectares environ pour cause de changement de situation professionnelle. L'intérêt du Conseil communal est davantage fondé sur l'agrandissement de son patrimoine forestier que sur l'acquisition d'un domaine agricole qui, selon la loi, ne serait de toute façon pas possible. Monsieur Sommerhalder nous a alors offert d'acquérir la totalité de ses forêts, soit environ 72 ha, d'une valeur vénale de 79 centimes par m², pour un prix de 65 centimes par m². Par la suite, nous avons été rendus attentifs au fait que le partage matériel des entreprises agricoles était interdit par la loi fédérale. Toutefois, des exceptions existent. Le Service de l'économie rurale accepte qu'une surface de 20 ha reste dans le domaine de Biaufond, tandis que les 56 ha qui jouxtent la forêt communale pourraient être mis en vente, dont 52 ha de forêt productive. Le Conseil communal demande d'accepter l'entrée en matière.

Personne ne souhaitant s'exprimer, le débat d'entrée en matière est considéré comme accepté tacitement.

Sur le fond, Monsieur le Maire, Daniel Kurz précise que, suite à l'offre de Monsieur Sommerhalder et afin d'avoir une vue plus globale sur le prix de vente, le Conseil communal a mandaté le garde forestier pour qu'il estime la valeur approximative de ce projet. Les calculs ont été réalisés de façon à différencier chaque secteur de forêt avec le calcul du degré de difficulté pour l'exploitation, le calcul de bois sur pied, la moins-value des surfaces déjà exploitées, la moins-value des surfaces inexploitable. Le résultat de ce calcul nous amène à un prix de 45 centimes pour la parcelle la moins chère à Fr. 1.20 pour la plus cotée, dont une moyenne de 64 centimes le m² ou 68 centimes le m² de forêt exploitable.

La séance est interrompue durant quelques minutes.

A la reprise des débats, Monsieur Adrien Cattin, garde forestier, remercie le Conseil général de l'associer à ce point de l'ordre du jour et donne de plus amples informations concernant ce projet. Monsieur Adrien Cattin souhaite tout d'abord rappeler les conditions de propriétés forestières que l'on retrouve sur la Commune des Bois. La Commune politique des Bois possède 30 ha, la IIème Section 125 ha, dont 100 ha sur la Commune du Noirmont, le Haras fédéral en a 5. Le total des forêts publiques est donc de 160 ha, tandis que les forêts privées représentent 550 ha, dont 100 propriété de Monsilva. Les m³ de quotité sont à 3 m³ par habitant. Le taux de boisement en pourcentage de la surface totale est de 30%. Ce qui est unique aux Franches-Montagnes, c'est que nous avons 22% de forêts publiques contre 78% de forêts privées. La propriété de la Commune des Bois se situe « Derrière les Cras ». Cette forêt est relativement productive et représente 4% du manteau forestier de la Commune. Elle est aujourd'hui très bien desservie. Des opportunités ont été offertes à la Commune pour agrandir ce tissu forestier à plusieurs reprises. Par exemple, en 1979, le Conseil communal avait étudié l'estimation du domaine de Sous-le-Mont de 40 hectares. La Commune avait décidé d'acheter ce domaine et, le lendemain, cette forêt avait été acquise par

une autre personne. Au niveau des Communes, c'est très difficile d'acquérir des biens. Monsieur Adrien Cattin estime que nous ne sommes pas à l'abri de ce genre de mésaventure. En 1991, le domaine Genin était mis en vente et la Commune s'y était intéressée avec des idées de partage avec l'agriculteur du coin. Ces démarches assez fructueuses n'ont, au dernier moment, pas abouti. En 2002, c'est le domaine Monsilva à la Vanne de 17 hectares qui faisait l'objet d'une étude d'acquisition par le Conseil communal. Cette forêt a à nouveau trouvé un autre preneur en la personne de Monsieur Sommerhalder. Aujourd'hui, nous avons une nouvelle proposition où on nous offre une surface assez importante qui viendrait se greffer au domaine de la Municipalité dans un secteur assez bien regroupé. Le mandat a été confié à Monsieur Adrien Cattin, il y a deux mois, d'amener au Conseil communal des éléments mieux cernés afin de pouvoir rendre une décision. Avec l'aide du Service forestier, Monsieur Adrien Cattin a approfondi les documents de ce dossier. Il a été tenu compte de l'exploitation par téléphérique exécutée par Monsieur Sommerhalder. Ce type d'exploitation répond tout à fait à l'attente de la sylviculture, c'est même un plus de voir qu'un propriétaire privé a engagé des travaux d'exploitation de ce type. Le point sensible est la notion de valeur qui doit être déterminée avant de fixer un prix. Monsieur Adrien Cattin, en tant que garde forestier, est en quelque sorte l'arbitre entre la Commune et Monsieur Sommerhalder. Il reconnaît que, jusqu'à présent, il n'a pas eu beaucoup de réussite avec les mandats qui lui ont été confiés par la Commune. Monsieur Adrien Cattin signale qu'il faut intégrer l'acquisition de cet objet dans le cadre d'un développement durable. L'approche de cet objet fait appel à trois domaines qui sont l'économie, l'écologie et la société. Au niveau économique, la forêt reprend de l'intérêt. Du point de vue écologique, on pourrait créer une réserve forestière qui aurait le grand avantage d'apporter une manne relativement importante aux différents propriétaires. Cela pourrait représenter Fr. 400'000.00 à Fr. 450'000.00. Monsieur Adrien Cattin se demande si la Commune doit se préoccuper d'une politique énergétique d'avenir. Les Conseillers en ont déjà beaucoup discuté. Aujourd'hui, le bois est plus qu'à la mode. On utilise déjà trois millions de mètres cubes en Suisse et on pourrait tripler ce potentiel. Nous devons donc également être attentifs à cet élément.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale que, si le Conseil communal demande aujourd'hui aux Conseillers généraux de donner un préavis sur ce projet, c'est pour les raisons suivantes : Actuellement, nous ne pouvons pas vous garantir la surface exacte de cette forêt, étant donné cette interdiction de partage pour laquelle seule la Commission foncière rurale est à même de rendre une décision. Il en résultera donc des frais de dossier pour l'une ou l'autre partie. D'autre part, avant que nous nous portions acquéreur de cette surface, un plan de gestion devra être établi par le Service des forêts, afin de déterminer avec exactitude la quotité de bois exploitable annuellement sur ces surfaces. Ce plan de gestion est obligatoire pour toute Communauté. Le prix approximatif est de Fr. 100.00 à Fr. 120.00 par hectare. Donc, avant de faire des frais inutiles de part et d'autre ou de réaliser des dossiers pour le néant, le Conseil communal désire avoir l'avis du Conseil général.

Monsieur Jean-Pierre Bouille a toujours prétendu que la Commune était un mauvais propriétaire et il maintient son opinion. Elle doit défendre trop d'intérêts, elle ne peut pas intervenir comme elle le souhaite, elle doit dépendre du Conseil général. S'il est difficile pour une Commune d'acquérir une forêt, il est bien plus difficile de la gérer d'une manière satisfaisante comme le ferait un privé. Monsieur Bouille estime que la question écologique n'en est pas modifiée pour autant. Que le propriétaire soit un privé ou la Commune, la forêt joue son rôle écologique. Les contraintes actuelles sont à peu près les mêmes pour un privé que pour la Commune. Il faut donc vraiment laisser cela aux privés. Eux seuls peuvent obtenir une bonne rentabilité de cette forêt. Si la Commune réalise un jour un chauffage à distance, elle devra acheter des pellets et au lieu de

perdre sur la forêt, elle perdra sur les pellets. Acheter cette forêt n'est pas une bonne affaire. Le patrimoine ne sera pas défait pour autant, la Commune ne sera pas amputée d'une forêt, elle sera maintenue dans sa surface. Les membres du PLR proposent à l'unanimité de refuser cet achat.

Monsieur Germain Jobin signale qu'il est un peu du même avis que Monsieur Bouille. La Commune s'est séparée de ses bâtiments parce qu'ils ne rapportaient rien. Sur le plan économique, la Commune ne deviendra pas riche en achetant ces forêts. On parle d'un rendement d'environ Fr. 6'000.00 par année, cela ne paiera même pas les intérêts des Fr. 370'000.00. De plus, on parle d'un prix moyen de 64 centimes le m². Si on prend 52 hectares à ce prix-là, on obtient Fr. 333'000.00. Monsieur Germain Jobin ne comprend pas comment on arrive à Fr. 370'000.00.

Monsieur Daniel Kurz précise que dans ces Fr. 370'000.00 figurent également les frais de notaire. De plus, il s'agit de 52 hectares de surface exploitable et de 56 hectares de surface totale.

Monsieur Marcel Barthoulot désire savoir si le prix est définitif ou si on peut en rediscuter avec le propriétaire.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale que ce n'est pas un prix définitif. Il y a également des possibilités d'échange de terrain ou autres. Le Conseil communal préfère déjà obtenir un préavis pour savoir s'il peut partir sur un achat de forêt ou non.

La présidence est reprise par Monsieur Gilles Cattin, vice-président.

Monsieur Yann Chappatte souhaite revenir sur une intervention faite en début de séance par rapport à ce qui est apparu sur le site Internet. Monsieur Yann Chappatte tient à le déplorer, car il a personnellement été sollicité par plusieurs citoyens qui lui ont posé des questions relatives à l'ordre du jour. Certains points figurant sur Internet ne correspondaient en rien avec ce que l'on discute ce soir. Pour les points qui ne sont pas discutés, cela ne dérange pas Monsieur Yann Chappatte. Par contre, pour ceux qui sont discutés, cela lui pose quelques problèmes. Il aimerait qu'on lui réponde notamment au niveau des chiffres qui ne sont pas clairs. Lorsque Monsieur Yann Chappatte voit qu'on évalue ce prix moyen à 64 centimes les 52 ou 56 hectares, il constate que si on achetait les 72 hectares, on aurait un prix moyen de 55 centimes, cela veut dire que le différentiel de l'hectare ne vaut quasiment rien, voire une valeur négative. Il est surpris d'obtenir une valeur négative. D'autre part, il s'est interrogé sur le prix de l'acquisition qui lui paraît extrêmement élevé. Monsieur Yann Chappatte souhaite également savoir si d'autres personnes ont été approchées par le propriétaire foncier qui seraient intéressées par ce domaine.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, rappelle que, concernant le document transmis sur Internet, il s'agissait d'un outil de travail qui mentionnait des calculs. Il est totalement désolé que cela soit passé sur le site Internet. Il s'en excuse.

Monsieur Adrien Cattin prend la parole au sujet du chiffre que Monsieur Yann Chappatte estime élevé. Monsieur Adrien Cattin rappelle que nous avons maintenant une approche de ces coûts par rapport aux différents types de peuplements et on va de 45 centimes le m² à Fr. 1.20 le m². Par exemple, la surface qui a été exploitée en grande partie perd 30 centimes le m² pour être estimée aujourd'hui à 50 centimes au lieu de 80. Les chiffres tiennent compte de la valeur du sol, de l'infrastructure et du type de peuplement. Maintenant, si on veut obtenir des chiffres plus précis, on doit peaufiner ce plan de gestion. Avant cela, le Conseil communal voulait obtenir l'accord du Conseil général. Monsieur Adrien Cattin pense que la Commune des Bois ne va pas à l'échafaud en procédant à l'acquisition de cette forêt, cela tout en sachant que la gestion forestière est en cours de restructuration. Monsieur Adrien Cattin estime que la forêt et le bois ont encore de beaux jours devant eux.

Monsieur Yann Chappatte reprend la présidence.

Monsieur Denis Mertenat désire obtenir des précisions concernant le volume exploitable et si les 275 m³ mentionnés dans le rapport tiennent la route.

Monsieur Adrien Cattin précise que ces 275 m³ ont été esquissés sur la base de l'approche globale. Nous avons des quotités de 6 m³ dans certains secteurs et de 4 dans d'autres qui donnent une quotité moyenne de 5.20 m³ à l'hectare et qui nous amène à ces 275 m³. On arrivera peut-être à 250 ou à 300 m³ à la fin. Il y a une année, nous n'aurions pas eu ces rendements prévisionnels de Fr. 25.00 le mètre cube. Aujourd'hui, le bois a pris Fr. 15.00 par rapport à l'année passée. Monsieur Adrien Cattin estime que ce prix ne va pas redescendre dans l'immédiat, car on retrouve une situation que Lothar avait mise en péril.

Monsieur Cyril Jeanbourquin désire savoir comment on arrive à estimer du bois à 60 centimes et ensuite monter jusqu'à Fr. 1.20. Il aimerait savoir si c'est par rapport aux tiges, aux chemins d'accès ou autres.

Monsieur Adrien Cattin signale que les éléments pris en considération sont le sol, le peuplement, l'infrastructure qui a des répercussions sur les frais d'exploitation.

Monsieur Denis Mertenat s'exprime au nom du PCSI qui propose de donner un préavis favorable à l'achat de ce domaine forestier. Les membres du parti pensent que cela représente une valeur au niveau du patrimoine et de l'écologie.

Monsieur Marcel Barthoulot signale que les membres du PDC estiment que ce n'est pas la grande priorité aujourd'hui de dépenser Fr. 370'000.00, quoique cela soit très intéressant. Par la suite, d'ici quelques années, nous aurons des millions à dépenser et le PDC est favorable à l'idée de repousser l'achat de cette forêt pour les années suivantes.

Monsieur Gabriel Bilat rappelle que la Commune a refusé le chauffage au bois à distance. Cela signifie que la Commune, à l'époque, ne s'intéressait pas du tout aux forêts. Maintenant, on nous amène cette histoire. Monsieur Gabriel Bilat pense que cette forêt compte une surface de 30% qui n'est pas exploitable autrement qu'avec un téléphérique. Si on prend un téléphérique, cela n'est pas rentable pour la Commune. Un privé qui possède ces installations va s'en sortir. Monsieur Gabriel Bilat signale qu'on n'a pas répondu à une question précédemment posée concernant d'éventuels autres amateurs. Si un privé s'intéresse à ce domaine, ce n'est pas le rôle de la Commune d'acheter cette forêt.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, précise que la Commune ne sait pas si d'autres personnes sont intéressées par cette acquisition. Monsieur Sommerhalder s'est approché de la Commune parce que nos terrains jouxtaient les siens. Il a dit qu'il voulait offrir son domaine à la Commune.

Monsieur Adrien Cattin signale que la priorité a été donnée à la Commune. On peut le comprendre du fait de son emplacement. On se rend compte qu'il y a tout de même encore beaucoup de contours. S'il devait y avoir un intérêt ce soir pour ce projet, dans un deuxième temps, il serait opportun de rencontrer le nouveau propriétaire du domaine des Esserts-d'Iles, Monsieur Olivier Hugi, pour d'éventuels échanges afin d'améliorer ces dents de scie en vue d'une exploitation plus rationnelle. Monsieur Adrien Cattin rejoint l'avis de Monsieur Gabriel Bilat lorsqu'il dit qu'une partie de ces forêts devra être exploitée par câble. Cela a été pris en compte dans l'approche financière.

Monsieur Gabriel Bilat souhaite ajouter un élément qui peut faire pencher la balance. On avait fait une coupe sur la Commune il y a une dizaine d'années et un coin de terrain s'était mis en marche en descendant jusqu'au Doubs. Ce terrain est instable. Si on peut exploiter avec une certaine rentabilité, on doit mettre un téléphérique, on doit couper une partie, garder le reste et il y a des risques d'éboulement. Cela n'est pas rentable. Ou alors la Commune achète un hélicoptère et on le donne à Monsieur Barthoulot.

Monsieur Adrien Cattin signale qu'il y a bien une zone qui n'est pas très bien accessible, mais que d'autres sont très bien desservies.

Monsieur Stéphane Monnet estime qu'aujourd'hui on devrait plutôt acheter du terrain à bâtir que des forêts, cela serait nettement plus rentable.

Monsieur Jean-Pierre Bouille a bien aimé lorsqu'on a dit que Monsieur Sommerhalder voulait offrir cette forêt à la Commune, ce n'est pas tout à fait l'offrir, mais bien la vendre. Monsieur Bouille signale qu'on a occulté encore quelque chose. Au point suivant de l'ordre du jour, on va voter Fr. 130'000.00 d'excédent de charges au budget sur lequel on aura beaucoup de peine de retrancher quelque chose puisque la plupart des points sont édictés par le Canton et que ce sont des dépenses obligatoires sur lesquelles nous n'avons rien à dire. Monsieur Bouille estime que l'achat de bancs pour l'école, la construction d'une crèche, la réfection de la conduite d'eau du Beauregard font partie du rôle de la Commune, mais pas d'acheter une forêt.

Monsieur Adrien Cattin rappelle que Martin Luther disait « on nous annonce la fin du monde pour demain, plantons un arbre aujourd'hui ». Monsieur Adrien Cattin remercie chacun de l'avoir écouté.

Au vote, un préavis défavorable est donné par 13 voix, contre 7.

- | |
|--|
| <p>9. a) Fixation de la quotité d'impôts et autres taxes
b) Discuter et approuver le budget de fonctionnement 2007
c) Donner connaissance du budget des investissements 2007</p> |
|--|

a) Fixation de la quotité d'impôts et autres taxes

Madame Marianne Guillaume, au nom du Conseil communal, recommande l'acceptation de l'entrée en matière.

Aucun membre du Conseil général ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée.

Madame Marianne Guillaume signale que le Conseil communal propose de ne pas modifier les différentes taxes et impôts. Avant de les examiner les uns après les autres, Madame Guillaume souhaite revenir sur la question posée lors d'une séance du Conseil général il y a une année. Il a été demandé au Conseil communal par Monsieur Hubleur d'étudier les incidences d'une modification de la quotité d'impôts, en particulier celle qu'elle pouvait avoir sur le montant à recevoir dans la péréquation financière. Selon la nouvelle loi sur la péréquation financière, le montant à redistribuer aux Communes est repris d'un fonds alimenté par les Communes dont l'indice des ressources est supérieur à la moyenne cantonale, par les sommes perçues par le Canton pour les impôts des frontaliers et par une contribution cantonale. Le montant est ainsi redistribué aux Communes et peut donc évoluer en fonction des sommes qui servent à son alimentation. L'indice des ressources se calcule de la façon suivante : le montant des impôts encaissés par la Commune à la quotité de 1, la taxe immobilière au taux de 1‰ sans le remboursement des avances cadastrales. Ce résultat est divisé par le nombre de contribuables. Il est ensuite comparé aux autres indices du Canton et donne ainsi le classement entre les Communes. Celles dont l'indice des ressources est supérieur à 100 paient une contribution au fonds et celles dont l'indice est inférieur à 90 reçoivent une contribution. D'autre part, les Communes de Delémont et de Porrentruy voient leur contribution au fonds diminuer en fonction de leur qualité de Communes centres. Les Communes situées en dessus de 800 mètres d'altitude

reçoivent une contribution pour le déneigement. C'est ainsi que certaines Communes comme Saignelégier ont reçu une contribution alors qu'elles ne touchent rien du fonds de péréquation en raison de leur indice supérieur à 90. En raison du calcul de l'indice des ressources, l'augmentation ou la diminution de la quotité n'a aucune influence sur le montant de la péréquation financière. Ainsi, sachant qu'un dixième de quotité vaut environ Fr. 100'000.00 dans le budget communal, celui-ci se trouverait diminué ou augmenté de ce montant. La confirmation a été demandée au Service des Communes et au Service des finances.

Monsieur le Président, Yann Chappatte, propose de parcourir ces taxes les unes après les autres. Le débat sera ouvert pour chacune d'elles.

Les taxes suivantes suscitent des réactions.

i) Prix du terrain à bâtir

Monsieur Marcel Barthoulot désire savoir s'il reste des parcelles à vendre dans le secteur du Jourez centre.

Monsieur Claude Gagnebin signale qu'il ne reste plus de parcelle dans le secteur du Jourez centre proprement dit. Toutefois, il reste la parcelle que nous avons achetée en face de l'usine Les Fils d'A. Linder S.A. qui a été fixée au même prix.

Etant donné que personne n'a pris la parole pour modifier un de ces chiffres, Monsieur le Président, Yann Chappatte, propose de passer le tout en votation en un seul bloc.

Au vote, le point 9 a) est accepté à l'unanimité.

b) Discuter et approuver le budget de fonctionnement 2007

Pour le débat d'entrée en matière, Madame Marianne Guillaume signale qu'avec un total de charges de Fr. 4'368'750.00 et un total de produits de Fr. 4'230'500.00, le budget 2007 présente un excédent de charges de Fr. 138'250.00. Comme les Conseillers généraux ont pu le voir dans le rapport, cet excédent de charges présumé est pratiquement identique à celui budgété pour 2005 et 2006. Malgré les 80 âmes supplémentaires de ces dernières années, les contribuables sont tout de même moins nombreux. Madame Guillaume propose de parcourir le budget rubrique après rubrique.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée.

Les chapitres qui suscitent des réactions sont les suivants :

Chapitre 1

130.311.00 « Machines de bureau » :

Comme mentionné dans le rapport, Marianne Guillaume rappelle qu'à ce poste on retrouve le changement du système informatique.

Monsieur Germain Jobin souligne que les sommes de Fr. 45'000.00 pour les machines de bureau, Fr. 9'000.00 pour l'entretien des machines, Fr. 3'300.00 pour le matériel de bureau sont très importantes. Cela lui paraît énorme.

Monsieur Gabriel Bilat demande si les frais pour la modification des locaux font partie de ce budget. Monsieur Bilat pense aux travaux qui seront entrepris ces prochains jours.

Madame Marianne Guillaume signale qu'ils sont pris en compte.

Monsieur Claude Gagnebin précise qu'ils figurent au poste 140.314.00 « entretien des immeubles ».

Monsieur Gabriel Bilat estime que la transformation d'un bâtiment ne correspond pas à de l'entretien. Si la Commune transforme le bâtiment de l'administration, il faudra prévoir un nouveau local pour l'isoloir en cas de votations. On ne peut pas mettre un isoloir dans le bureau communal pour des raisons de discrétion. Monsieur Bilat ne sait pas comment le Conseil communal a envisagé la chose.

Monsieur Daniel Kurz précise que l'isoloir se trouvera tout simplement dans la salle du Conseil étant donné que c'est une salle qui est libre.

Chapitre 2

200.314.01 « Entretien du réseau par entrepreneurs » :

Monsieur Daniel Hubleur constate qu'il y a une diminution chaque année pour ce poste, alors qu'on sait tous qu'il y a énormément à faire dans le domaine de l'entretien des routes. Aussi, Monsieur Hubleur estime que c'est une très mauvaise économie de tailler dans ce budget. Par conséquent, il fait une proposition ferme de mettre ce montant à Fr. 60'000.00 pour entretenir réellement le réseau routier communal.

Monsieur Jean-Marc Boichat précise qu'avec Fr. 20'000.00 on ne fait pas grand-chose. Monsieur Boichat prépare actuellement une réfection des routes qui est de l'ordre de Fr. 600'000.00. Avec Fr. 20'000.00, on goudronne un petit bout de route. Ces travaux sont tellement chers qu'ils passeront lors d'une votation en dehors du budget. On peut toutefois effectuer quelques petits travaux comme le goudronnage de 500 mètres ou mettre du gravier. Certaines routes sont complètement fichues, comme celle qui va chez Monsieur Eugène Bourquard et il faudra bien les gicler, sinon tout va dégringoler. Monsieur Jean-Marc Boichat ne conteste pas la proposition de Monsieur Hubleur.

Monsieur Daniel Hubleur ne prétend pas que nous avons les moyens et qu'il faut dépenser de l'argent pour rien, mais il lui semble qu'en attendant des années, nos routes deviennent complètement fichues. Tandis que si nous maintenons un certain montant et que nous entretenons un peu mieux ces routes, nous éviterons des dépenses plus conséquentes. C'est dans cette optique que Monsieur Hubleur fait sa proposition. On constate que chaque année on met moins d'argent, alors qu'il faudrait faire un effort plutôt dans l'autre sens. Monsieur Hubleur souhaite qu'on dise STOP et allons-y avec un programme précis pour chaque année et on entretient une partie du réseau.

Au vote, la proposition de Monsieur Hubleur est acceptée par 17 voix, sans avis contraire.

200.314.02 « Déneigement »

Monsieur Hubleur souhaite revenir sur la remarque relative aux subventions cantonales dans le cadre de la péréquation financière. S'il a bien compris, Monsieur Hubleur pense que cela touche le déneigement qui n'est plus pris ici, mais qui figure dans un autre compte. Monsieur Hubleur ne retrouve pas les chiffres. Il comprend qu'on regroupe après coup différents montants si le Canton l'exige. Par contre, il aimerait plus de précisions sur ce compte 940 pour essayer de comprendre la part du déneigement. Si Monsieur Hubleur tient compte de la remarque préliminaire dans l'analyse du budget qui dit que la Commune des Bois augmente sa population et diminue ses rentrées fiscales et si on prend en considération l'indice qui doit être largement en dessous de 90 pour la Commune des Bois, on devrait par conséquent, dans la péréquation financière, avoir

nettement plus. Monsieur Hubleur désire avoir un peu plus d'informations. Il aimerait savoir où on en est dans la péréquation actuelle, s'il y a un gain réel et, sur le poste du déneigement, si on augmente considérablement notre subvention.

Monsieur Claude Gagnebin précise que, comme c'est mentionné au budget, on a touché cette année Fr. 156'000.00 de la péréquation financière, alors que l'année prochaine on touchera Fr. 240'000.00. Cela démontre bien que l'indice 2005 de la capacité contributive de la Commune était à 79% de la moyenne cantonale, on a donc fait un saut en arrière. Monsieur Gagnebin a cherché différentes explications à cela. Il en a trouvé certaines qui sont des explications qui sont faites après coup et qui sont décevantes. On est effectivement plus pauvre, malgré le fait qu'on ait plus de gens. Contrairement à ce qu'a dit Madame Marianne Guillaume, ce n'est pas par rapport au nombre de contribuables qu'on calcule l'indice des ressources, mais par rapport au nombre d'habitants. Plus on a d'habitants, plus cet indice des ressources aura tendance à tomber, pour autant que les familles des contribuables soient nombreuses. Les chiffres donnés par le Canton précisent que nous avons Fr. 104'200.00 au budget 2006, on pourra le corriger en mettant ces Fr. 20'000.00 de plus sous la rubrique des travaux publics sous forme de contribution du Canton pour le déneigement.

200.315.00 « Entretien des véhicules »

Monsieur Stéphane Monnet signale que ces Fr. 12'000.00 lui paraissent être une somme énorme.

Monsieur le Président, Yann Chappatte, constate qu'il s'agit d'une somme presque identique à celle figurant au budget 2006 et dans les comptes 2005. A titre personnel, il ajoute une information concernant 2004 où on avait déjà Fr. 11'000.00.

Madame Marianne Guillaume précise qu'il s'agit de l'entretien des fraiseuses, du tracteur et que les réparations sont onéreuses.

Chapitre 3

300.314.00 « Frais de l'état civil du Noirmont »

Monsieur Daniel Hubleur désire réagir sur le principe concernant ce poste. Il pensait qu'il s'agissait d'une tâche que l'Etat avait reprise et Monsieur Hubleur souhaite savoir pourquoi cela revient au budget.

Monsieur Claude Gagnebin précise que cette somme ne figure pas sous « Frais de l'état civil du Noirmont », mais sous « Prestations de services ». Il s'agit des émoluments qui sont facturés par le Service de l'état civil pour la délivrance des actes d'origines qui sont refacturés ensuite aux personnes qui demandent ces actes.

Monsieur Daniel Hubleur demande alors où figurent les produits.

Monsieur Claude Gagnebin signale que les produits figurent au poste 170.431.01 « Emoluments ».

310.301.00 « Traitements »

Monsieur Cyril Jeanbourquin demande à quoi correspondent les frais de traitement de Fr. 1'700.00.

Monsieur Claude Gagnebin précise qu'il s'agit du traitement de l'inspecteur du feu pour ses contrôles et lorsqu'il délivre les autorisations en matière de protection incendie. La plupart du temps, ces sommes sont refacturées dans le cadre de l'émolument perçu par la Commune pour les permis de construire.

340. « Office de la protection civile »

Monsieur Gilles Cattin, vice-président, assure la présidence.

Monsieur Yann Chappatte désire intervenir non pas pour une question de chiffres, mais pour une question d'organisation et de compréhension. Il s'avère que cela fait quelques années que nous n'avons plus de cours puisque nous nous trouvons dans une situation où on nous parle de regroupement des Services de protection civile. Or, Monsieur Yann Chappatte constate qu'on n'a toujours rien entendu d'officiel de la part du Canton ou du regroupement de la protection civile. Par contre, Monsieur Yann Chappatte remarque que les charges se reportent d'année en année. Il aimerait savoir pourquoi ces sommes sont reportées, où on en est dans le cadre des fusions et si ces frais sont toujours d'actualité.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale que ces postes sont toujours d'actualité parce que la protection civile des Bois existe encore. Concernant la restructuration cantonale, on attend toujours une convocation depuis juillet 2004.

Monsieur Yann Chappatte reprend la présidence.

330. « Cantonnements troupes et tir »

Monsieur Gabriel Bilat a entendu dire que la société de tir des Bois avait été supprimée. Il se demande si on ne devrait pas mettre quelque chose pour éliminer les déchets de plomb, car ces frais vont certainement nous incomber et cela va coûter très cher. Il y a aussi la butte à éliminer. Monsieur Gabriel Bilat ne sait pas à qui appartient le bâtiment, mais peut-être qu'on aura une recette si on doit le vendre. Il semblerait qu'on doive remettre en état ces cibles.

Monsieur Daniel Kurz estime que, tant que le Canton n'exige rien, il ne faut pas commencer à retoucher la cible. Sinon, on met les mains dans un engrenage et on ne pourra pas s'en sortir.

Monsieur Gabriel Bilat pense qu'on ne pourra pas y échapper.

Monsieur Daniel Kurz est d'accord, mais le Canton est prêt à verser des subventions. Est-ce à la Commune des Bois de faire le premier pas ou faut-il attendre ?

Chapitre 5

5100.318.01 « Transport des élèves » et 5100.301.00 « Transport des élèves (salaires) »

Monsieur Jean-Pierre Bouille est surpris de voir que ces montants ont pris l'ascenseur.

Madame Rose-Marie Jobin précise que, pour cette année, le coût du transport des élèves se monte à Fr. 98'000.00 au total. Tous les transports ne sont pas effectués sur la Commune des Bois, un enfant des Bois part à Saignelégier pour la classe de transition et les transports sont pris en charge par la Commune des Bois et, l'année dernière, une personne du Noirmont venait chercher les enfants aux Bois. Sur la Commune des Bois uniquement, on arrive à Fr. 79'000.00. Par rapport aux années passées, cela diminue.

La présidence est assurée par Monsieur Gilles Cattin, vice-président.

5100.317.00 « Dédommagements (Piscine/Camps scolaires) »

Monsieur Yann Chappatte constate qu'en 2004 nous avons une charge de Fr. 4'000.00, en 2005 de Fr. 8'000.00 et qu'aux budgets 2006 et 2007 nous avons environ Fr. 12'000.00. Monsieur Yann Chappatte souhaite obtenir quelques précisions concernant ces dédommagements.

Madame Rose-Marie Jobin précise qu'il s'agit de dédommagements faits au chauffeur qui conduit les enfants lors de courses faites pour aller à la piscine, au téléski, à différents spectacles. Le montant pour le dédommagement du chauffeur du bus est calculé sur le prix demandé par un chauffeur de bus privé qui correspond au billet de train. Dans les comptes 2005, on voit très bien

qu'on arrive à une somme plus basse, parce que souvent les transports sont faits par la conductrice du bus communal. A l'avance, on ne peut pas prévoir quel bus va conduire les élèves à la piscine ou à la patinoire. C'est la raison pour laquelle ce poste figure au budget avec un grand montant.

Monsieur Claude Gagnebin signale que, précédemment, ces frais étaient indemnisés séparément aux conducteurs de bus. En 2005, Madame Cortat, qui est employée au niveau de la Commune, a diminué quelque peu ses heures au niveau des transports et comme elle avait une garantie de salaire de 35%, on a compensé cette garantie par les courses qu'elle effectuait. Normalement, si on avait voulu être puriste au niveau de la comptabilité, on aurait pu faire une imputation sur les frais de traitement du chauffeur du bus pour les remettre sur les dédommagements. Cela n'aurait rien changé au résultat de l'exercice, c'est pour cela que ça n'a pas été fait.

La présidence est reprise par Monsieur Yann Chappatte.

Chapitre 6

Madame Marianne Guillaume signale qu'il a été tenu compte des frais relatifs à l'ouverture d'une crèche.

665.302.00 « Traitements »

Monsieur Marcel Barthoulot désire savoir à quoi correspond la somme de Fr. 47'400.00.

Monsieur Claude Gagnebin précise qu'il s'agit des traitements estimés des personnes qui s'occuperont de la crèche si elle est prête en 2007.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin souhaite savoir pourquoi ce montant figurait déjà au budget 2006.

Monsieur Claude Gagnebin signale que c'est parce qu'on avait prévu que cette crèche s'ouvre en 2006. Nous n'avons engagé aucun frais en 2006, mais nous les avons remis pour 2007.

Monsieur Jean-Pierre Bouille demande quel est le risque qu'on les dépense en 2007. Aujourd'hui, il l'estime minime. Comme nous avons rajouté Fr. 20'000.00 au budget pour les routes et pour donner au budget un équilibre un peu meilleur, Monsieur Bouille propose de retrancher cette dépense et qu'on avise en cas de besoin. Ou alors qu'on diminue ce montant de moitié. Monsieur Bouille estime que cette somme est énorme.

Monsieur Claude Gagnebin signale que si nous enlevons cette dépense, il faut également enlever les Fr. 21'000.00 de recettes, les Fr. 18'000.00 de subventions fédérales et les Fr. 44'700.00 de subventions cantonales. Les recettes étant équivalentes aux dépenses, le budget restera identique.

Chapitre 7

710.318.00 « Crédit de la Commission de promotion touristique »

Monsieur Jean-Pierre Bouille constate que, pour la Commission de promotion touristique, on a un crédit de Fr. 4'000.00 et une somme de Fr. 2'800.00 pour le matériel des bûches, ce qui fait un total de charges de Fr. 6'800.00 pour une somme de Fr. 3'500.00 aux recettes. Monsieur Bouille se demande si cela se justifie. Monsieur Bouille ne comprend pas qu'on n'ait pas d'inventaire. On ne sait pas où, quoi et combien. C'est un peu difficile. On aurait peut-être meilleur temps de dire qu'on maintient cette Commission, on lui donne une subvention et elle se débrouille. La manière dont cela est présenté dérange Monsieur Bouille.

Madame Rose-Marie Jobin a estimé que c'était plus simple pour la Commission de connaître le montant qu'elle avait à disposition pour l'année. De toute façon, toutes les sommes dépensées passent devant le Conseil communal. La Commission n'a pas Fr. 4'000.00 qu'elle peut utiliser

comme elle veut. C'est plus simple d'avoir un compte achat pour les bûches, un autre pour la vente des bûches et un crédit à côté. Au niveau de la Commission touristique, elle est constituée de nouveaux membres depuis le mois de juin et Madame Jobin estime que cela serait dommage d'arrêter maintenant, car elle regarde actuellement au niveau de Jura Tourisme et d'autres réseaux qu'elle pourrait rejoindre. Comme nous sommes un peu isolés, ça serait une bonne chose.

Monsieur Claude Gagnebin revient sur la déclaration de Monsieur Bouille qui a déclaré que nous n'avions pas d'inventaire. Monsieur Gagnebin signale que oui, nous avons un inventaire.

Monsieur Jean-Pierre Bouille estime qu'il faut le faire figurer au budget.

Monsieur Claude Gagnebin signale que l'inventaire est un actif et qu'il ne peut pas figurer au budget.

Monsieur Jean-Pierre Bouille n'est pas d'accord.

Monsieur Claude Gagnebin signale que dans les charges, on a Fr. 2'800.00, au poste financements spéciaux on a Fr. 700.00 d'alimentation au fonds, ce qui correspond aux recettes de Fr. 3'500.00 projetées pour la Commission touristique. Un inventaire du matériel à disposition a été établi au début de l'année.

Monsieur Jean-Pierre Bouille signale que cela a déjà été discuté lors du contrôle des comptes. Pour les contrôleurs, c'est difficile de voir ça, sans dire que c'est faux. Encore une fois, Monsieur Bouille précise qu'il n'accuse pas. Toutefois, cette manière de présenter ne convient pas à Monsieur Bouille. La Commission devrait recevoir une subvention et faire un compte rendu à la Commune.

Chapitre 9

Monsieur Daniel Hubleur souhaite avoir des informations concernant les énormes fluctuations au niveau des impositions, notamment en ce qui concerne les impôts à la source, les impôts des frontaliers et les sociétés anonymes.

Monsieur Claude Gagnebin précise que, pour les impôts des frontaliers, comme cela l'a déjà été dit et expliqué tout à l'heure, il y a une nouvelle loi sur la péréquation financière qui est entrée en vigueur en 2004. Précédemment, les Communes recevaient la totalité des contributions qui étaient perçues pour les impôts des frontaliers, autant en ce qui concernait la part communale fixée par rapport aux salaires versés que par rapport au nombre de frontaliers. La nouvelle loi sur la péréquation financière n'ayant pas été très explicite, les rentrées fiscales avaient été sous-estimées. Le chiffre qui apparaît au budget 2007 est maintenant réaliste. Par rapport aux impôts à la source, c'est l'effet contraire. Avec les accords de l'Union européenne, on assiste à une diminution des rentrées fiscales. Concernant les impôts sur les sociétés anonymes et les coopératives, les produits de 2006 avaient été surestimés.

La présidence est assurée par Monsieur Gilles Cattin, vice-président.

Monsieur Yann Chappatte rappelle que, lors de l'élaboration du budget, nous n'étions pas encore en possession du dernier acompte 2006. Monsieur Yann Chappatte demande si nous avons reçu une information de la part du Canton et si nous avons des précisions.

Monsieur Claude Gagnebin signale que nous avons reçu le décompte définitif des impôts 2006 qui se monte pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques à Fr. 1'795'000.00. On est bien en dessous des prévisions. Depuis jeudi dernier, date à laquelle Monsieur Gagnebin a reçu ces chiffres, il a recopié les taxations 2005 et 2006 et a fait une analyse des chiffres. Il ressort de cette analyse que sur les personnes imposables en 2005 qui sont parties de la Commune, on perd l'équivalent de Fr. 65'000.00. Il y a quatre contribuables particulièrement intéressants qui sont partis et qui représentent à eux seuls Fr. 35'000.00. Pour les personnes qui sont arrivées d'un

autre Canton ou d'une autre Commune, on gagne Fr. 108'000.00. Ce qui est également intéressant, c'est que de la taxation 2005 à la taxation 2006, on gagne Fr. 65'000.00, soit le 4.2% de la masse fiscale 2005-2006. Ce qui est moins intéressant, c'est que dans cette liste de contribuables, il y a eu un contribuable très important qui à lui seul a rapporté passablement d'argent. Si on ne tient pas compte de ce contribuable, on réalise une perte de Fr. 11'000.00 sur les différences de taxation de 2005 à 2006, soit une perte de 0.7%. L'année fiscale 2006 a été calculée sur des données de 2004-2005 et la progression du revenu qu'on pouvait espérer n'a pas eu lieu. C'est-à-dire que les estimations qu'on avait de par la nouvelle loi fiscale ont fait que les recettes fiscales normales ont diminué.

La présidence est reprise par Monsieur Yann Chappatte.

Chapitre 10

1300.365.00 « Contribution au Service régional »

Monsieur Marcel Barthoulot ne souhaite surtout pas attaquer le Service du feu, parce que sans lui à l'heure actuelle la boulangerie ne serait pas dans ses quatre murs. Monsieur Barthoulot tient encore à remercier les pompiers. Toutefois, Monsieur Barthoulot constate que lorsqu'on nous a dit qu'on allait regrouper les Services du feu et maîtriser les coûts, on nous a menti. Avant le Service du feu s'autofinçait. Monsieur Barthoulot se pose la question de savoir pourquoi le Service du feu a tant de dépenses. Monsieur Barthoulot n'attaque pas les pompiers des Bois, ni les autres. Mais on se rend très bien compte que le Canton nous a poussés à faire des restructurations et aujourd'hui on dépense sans compter et ce sont les Communes qui doivent payer.

Monsieur Daniel Kurz signale que nous avons perdu 30% de taxes d'exemption avec le nouveau règlement. La Commune n'est plus apte à décider de ces taxes, c'est le Parlement qui les fixe. Elles repasseront devant le Parlement, mais pas avant 2007-2008. Le nouveau ou la nouvelle Ministre est le ou la bienvenu(e) pour discuter avec les SIS et les Communes. L'année passée, nous n'avons pas fait de dépense de matériel. Cette année, elles se montent à Fr. 40'000.00. Aux Bois, nous avons déjà tous les masques respiratoires à changer parce qu'ils ne sont plus conformes. Nous avons des habits à acheter pour quelques pompiers qui se promènent encore en bottes en caoutchouc et en cirés en plastique. Monsieur Kurz imagine mal qu'on puisse refuser ce budget pour le SIS qui a été sollicité souvent dans notre Commune cette année.

Monsieur Marcel Barthoulot rappelle qu'il n'est pas contre le budget, mais il remarque qu'il y a sans arrêt des dépenses. Lors du regroupement, on nous avait dit qu'il n'y aurait pas de problème. Le Canton n'a pas joué le jeu. Monsieur Barthoulot estime que, par l'association des maires, on devrait pouvoir convoquer tout de suite le nouveau Ministre pour lui expliquer la chose. Si ça continue encore quelques années comme ça, ça va aller loin.

Monsieur le Président, Yann Chappatte, rappelle qu'une augmentation des dépenses de Fr. 20'000.00 a été décidée.

Au vote, le budget 2007 avec un excédent de charges de Fr. 158'250.00 est accepté à l'unanimité.

c) Donner connaissance du budget des investissements 2007

Monsieur le Président, Yann Chappatte, rappelle que le budget des investissements fait uniquement l'objet d'une information. Aucune décision ne peut être prise à ce sujet, étant donné que c'est en cours d'année ou lors des années antérieures que les décisions sont prises.

Il est donné connaissance du budget des investissements.

10. a) Election du président du Conseil général
b) Election du premier vice-président du Conseil général
c) Election du second vice-président du Conseil général
d) Election de deux scrutateurs

a) Election du Président du Conseil général

Au nom du groupe PDC, Monsieur Marcel Barthoulot propose la candidature de Monsieur Gilles Cattin.

Aucune autre proposition n'est faite.

Au vote, Monsieur Gilles Cattin est élu avec 20 voix.

b) Election du premier vice-président du Conseil général

Au nom du groupe PLR, Monsieur Jean-Pierre Bouille propose la candidature de Francis Sauser.

Aucune autre candidature n'est proposée.

Au vote, Monsieur Francis Sauser est élu avec 20 voix.

c) Election du second vice-président du Conseil général

Au nom du groupe Liste libre, Monsieur Gabriel Bilat propose la candidature de Monsieur Marc Bilat.

Aucune autre proposition n'est faite.

Au vote, Monsieur Marc Bilat est élu avec 20 voix.

d) Election de deux scrutateurs

Pour le premier scrutateur, au nom du groupe PCSI, Monsieur Daniel Hubleur propose la candidature de Monsieur Robert Claude.

Aucune autre proposition n'est faite.

Pour le deuxième scrutateur, au nom du groupe PDC, Monsieur Marcel Barthoulot propose la candidature de Monsieur Cyril Jeanbourquin.

Aucune autre candidature n'est proposée.

Au vote, Messieurs Robert Claude et Cyril Jeanbourquin sont élus avec 20 voix.

Monsieur Yann Chappatte, Président, demande de respecter une minute de silence pour les personnes qui nous ont quittés durant l'année.

Monsieur Yann Chappatte souhaite, en tant que Président qui quitte cette assemblée, adresser quelques mots à chacun. Il souhaite tout d'abord féliciter les gens qui se sont engagés et qui fonctionneront l'année prochaine au bureau. Monsieur Yann Chappatte est convaincu que cela va très bien se passer puisqu'il a eu l'occasion de collaborer avec eux cette année. Une année de plus s'est écoulée, le temps passe très très vite. Monsieur Yann Chappatte ne souhaite pas faire des réflexions sur le village, mais quelques réflexions qui sont très importantes pour Monsieur Chappatte et dont l'humanité n'a pas encore suffisamment pris en compte, c'est l'environnement. Il s'avère que nous avons effectivement des problèmes criards qui interviendront. Souvent on se pose la question de savoir ce qu'on peut bien faire. Effectivement, à grande échelle on pourrait faire des choses. Malheureusement, les personnes qui seraient susceptibles de faire des choses

sont incapables de les faire ou ne veulent pas les faire. Ce sont celles qui dirigent les plus grands pays et on ne peut que le déplorer puisqu'ils ont un intérêt personnel, c'est leur porte-monnaie et celui de leurs amis. Ils ne s'intéressent pas trop à l'avenir de l'humanité. Nous, nous pouvons le faire et Monsieur Yann Chappatte va énumérer un certain nombre de choses que nous pouvons faire à titre personnel. Cela peut être en installant un filtre à particules sur nos voitures, des panneaux solaires, des sondes géothermiques, en achetant du courant éolien, en se déplaçant plus fréquemment à pieds, à vélo, en changeant nos appareils ménagers, en mettant des ampoules qui sont moins gourmandes en énergie, etc. Il y a une multitude d'actes que nous pouvons réaliser en tant que citoyens. Monsieur Yann Chappatte demande à toutes et à tous de faire des efforts pour l'avenir de notre planète si on ne veut pas qu'elle disparaisse. Ces efforts seront certainement très légers, mais il ne faut pas oublier que les petites rivières vont faire les grands fleuves et c'est pour cela qu'on doit toutes et tous s'engager. Nous ne devons pas penser pour nous parce que cela ne changera rien étant donné que dans 70 ans au plus tard nous serons morts, mais pour nos enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants en n'étant pas égoïstes et en préparant l'avenir. Monsieur Yann Chappatte aimerait citer un pays qui émerge, car nous disons que les autres polluent et ne font rien. Or, cela n'est pas vrai. Si on prend l'exemple de la Chine qui sera le plus grand pollueur au monde, il faut savoir que des choses concrètes se font dans ce pays. Un exemple criard, c'est la ville de Shanghai dans laquelle aucun véhicule à deux roues fonctionnant avec de l'essence n'est autorisé à circuler depuis le 1^{er} janvier 2006. Ils ont l'obligation de rouler avec du courant propre. Même ces pays émergeant ont pris des mesures et Monsieur Yann Chappatte est convaincu que nous, à petite échelle, nous pouvons aussi en prendre. Il souhaite que nous y songions à l'avenir. Monsieur Yann Chappatte souhaite également que nous n'oublions pas tous les gens qui sont dans la souffrance et dans la peine dans le cadre de maladies, de malnutrition, etc. durant ces périodes de fêtes. Monsieur Yann Chappatte souhaite à chacun ses meilleurs vœux de santé et de bonheur pour l'année prochaine, ainsi qu'aux familles de toutes et tous. Monsieur Yann Chappatte remercie les personnes présentes pour leur attention et souhaite à chacun une excellente nuit.

Monsieur Gilles Cattin tient à remercier, au nom du Conseil général, Monsieur Yann Chappatte pour le travail réalisé durant cette année de présidence, ainsi que les années passées au sein du bureau du Conseil général. Monsieur Yann Chappatte a mené les débats avec rigueur et précision durant cette année tout en étant à l'écoute attentive de chacun. Monsieur Gilles Cattin souhaite une bonne continuation à Monsieur Yann Chappatte dans la vie politique et une bonne santé pour les années à venir. Pour remercier Monsieur Yann Chappatte, Monsieur Gilles Cattin demande de lui adresser de vifs applaudissements.

Au sujet de son élection à la Présidence, Monsieur Gilles Cattin souhaite adresser quelques mots. Comme chacun le sait, Monsieur Gilles Cattin est actif dans la vie politique villageoise depuis deux ou trois ans seulement et il s'estime donc relativement novice pour assurer la Présidence d'une telle assemblée. Il fera néanmoins tout son possible pour être à la hauteur des attentes et remercie chacun de la confiance témoignée. Monsieur Gilles Cattin désire pour cette assemblée que les débats soient vifs, engagés et soutenus, mais toujours dans le plus strict respect de la liberté et de l'égalité de chacun. Nous avons une chance rare, qui aux yeux de Monsieur Gilles Cattin ne se développe que très peu ou dans le mauvais sens dans certains pays qui ne sont pas très éloignés, de pouvoir jouir de cette souveraineté qu'est la gestion, certes partielle, des affaires publiques de notre Communauté. Monsieur Gilles Cattin demande donc à chacun de faire usage de ses droits politiques sans modération. Pour terminer, Monsieur Gilles Cattin souhaite adresser

à toutes les personnes présentes, ainsi qu'à leurs proches, de joyeuses fêtes de Noël et une bonne année 2007.

Monsieur Daniel Kurz souhaite remercier les membres du Conseil général pour la confiance qu'ils témoignent au Conseil communal et pour la bonne ambiance de travail. Monsieur Daniel Kurz souhaite à tout le monde de bonnes fêtes, une bonne année. La Commune offre le verre de l'amitié.

La séance est levée à 23 heures.

Au nom du Conseil général

Les Bois

Le Président: La Secrétaire :